



CENTRE
INTERNATIONAL
POUR LA
PRÉVENTION
DE LA CRIMINALITÉ

INTERNATIONAL
CENTRE
FOR THE
PREVENTION
OF CRIME

CENTRO
INTERNACIONAL
PARA LA
PREVENCIÓN
DE LA CRIMINALIDAD

RECUEIL INTERNATIONAL D'EXPÉRIENCES EN PRÉVENTION DE
LA VIOLENCE ET LA CRIMINALITÉ CHEZ LES JEUNES:

PRATIQUES DE PAYS OCCIDENTAUX

Octobre 2012

www.crime-prevention-intl.org

Recueil international d'expériences en prévention de la violence et la criminalité chez les jeunes : pratiques de pays occidentaux

Octobre 2012

Ce rapport a été produit dans le cadre de l'entente financière entre le CIPC et le Ministère de la Sécurité publique du gouvernement du Québec.

Supervision : Serges Bruneau

Recherche et rédaction : Esteban Benavides

Mise en page : Émilie Gauduchon

Mots-clés : jeunes, violence juvénile, prévention de la criminalité, sécurité à l'école

Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)

465, rue St-Jean, bureau 803

Montréal, (Québec)

Canada

H2Y 2R6

www.crime-prevention-intl.org

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE	7
CHAPITRE 1 : APPROCHES INDIVIDUALISÉES	9
A. Programmes de développement de compétences pour la vie (lifeskills)	9
Projet 1 : Pathways to prevention, Brisbane, Australie	10
Projet 2 : Fear and Fashion, Londres, Grande-Bretagne	12
Projet 3 : Unity project, Nottingham, Grande-Bretagne	14
Grilles-synthèse	16
B. Programmes de prévention et inclusion sociale de jeunes de milieux défavorisés	19
Projet 1 : Programa Escolhas, Portugal	20
Projet 2 : Fight for Peace, Rio de Janeiro, Brésil / Londres, Grande-Bretagne	22
Projet 3 : Positive Futures, North Liverpool, Grande-Bretagne	23
Grilles-synthèse	25
CHAPITRE 2 : APPROCHES TERRITORIALISÉES	28
A. Programmes visant la sécurité à l'école	28
Projet 1 : Friendly Schools and Families Programme, Australie	29
Projet 2 : Safer Schools Partnerships, Grande-Bretagne	30
Projet 3 : Escola Segura /Recreio Seguro, Portugal	33
Grilles-synthèse	35
B. Programmes visant la cohabitation dans les espaces publics	39
Projet 1 : <i>Mutley and Greenbank Anti-social Behaviour Project</i> , Plymouth, Grande-Bretagne	40
Projet 2 : <i>JORES- Jongeren en Ouders voor Respect op straat</i> , Renaix, Belgique	41
Projet 3 : <i>Go Willi!</i> , Göttingen, Allemagne	42
Grilles-synthèse	44
CONCLUSION	47
BIBLIOGRAPHIE	50

INTRODUCTION

Les jeunes sont des acteurs essentiels pour le développement de communautés durables et inclusives. En transition vers le monde des adultes, les jeunes sont des acteurs pleins de créativité et d'énergie. Quel que soit le contexte dans lequel ils évoluent, ils s'exposent aussi à des situations de risque pour leur sécurité personnelle. En effet, les jeunes sont parmi les catégories les plus susceptibles d'adopter des comportements violents et d'enfreindre la loi. Partout dans le monde, les jeunes sont généralement surreprésentés en tant qu'auteurs de crimes et d'actes violents¹, suscitant la préoccupation des autorités et de la population en matière de santé et de sécurité publique². Paradoxalement, ils sont également surreprésentés en termes de victimisation³, car leurs comportements à risque les exposent à des situations où ils sont également plus vulnérables d'être victimes.

Que ce soit en tant que victime ou en tant qu'auteur, la violence et la criminalité des jeunes s'expriment localement de diverses manières et dans différents milieux de vie au sein des communautés, des quartiers, à l'école, etc. La criminalité et la violence qui affectent les jeunes constituent également une préoccupation pour les autorités et les collectivités au Québec. Parmi les principaux sujets de préoccupation actuels concernant la sécurité des jeunes au Québec, on retrouve notamment : l'intimidation et le taxage à l'école, le vandalisme, les cyber prédateurs, les relations amoureuses et la violence, les gangs de rue, la consommation de drogue et d'alcool⁴. Il y a des nombreux facteurs individuels, relationnels et communautaires qui augmentent le risque des jeunes d'exposer leur sécurité (voir cadre plus bas dans cette section). Bien que l'émergence de ces phénomènes réponde à des situations complexes, il est possible d'intervenir avant que la violence et la criminalité ne se produisent. Ici et ailleurs, des gouvernements, des villes, des organismes de la société civile, le secteur privé et l'ensemble de la communauté, y compris les jeunes eux-mêmes, se mobilisent pour prévenir la violence et promouvoir des milieux de vie paisibles, sécuritaires et inclusifs pour les jeunes.

Dans le cadre de l'Entente financière entre le Ministère de la Sécurité publique du Gouvernement du Québec et le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), le CIPC a produit ce

¹ À Montréal, par exemple, on note que les jeunes de 12 à 17 ans sont responsables de 12% des crimes contre la personne, alors que qu'ils représentent 6,5% de la population. Dans Elia, M., *La violence chez les jeunes : un portrait chiffré de la délinquance et de la victimisation*, Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), 2009, p.3.

² Cette situation est valable un peu partout à travers le monde. Il est tout de même pertinent de préciser qu'au Canada, malgré les préoccupations concernant la criminalité juvénile, celle-ci continue sa tendance à la baisse depuis quelques années. Par exemple, en 2011, le taux de criminalité chez les jeunes a diminué de 10%, notamment avec une baisse des homicides par rapport à 2010 (moins 16%). Depuis 2001, l'*Indice de Gravité de la Criminalité* (IGC) chez les jeunes a diminué de 22%. Dans *Statistiques sur les crimes déclarés par la police*, 2011. Disponible sur : <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/120724/dq120724b-fra.htm> (consulté la dernière fois le 1^{er} Octobre 2012).

³ Selon cette même étude à Montréal, les garçons de 12 à 17 ans sont victimes de 13% des cas de vols qualifiés, alors qu'ils ne représentent que 3,5% de la population. *Ibid.* p.7.

⁴ Voir site du Ministère de la Sécurité publique du Québec : <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/prevention-criminalite/information-jeunes-crimes.html> (consulté la dernière fois le 25 Octobre 2012).

Recueil de pratiques innovantes en prévention de la violence et la criminalité chez les jeunes. Conformément à la mission confiée au CIPC, le présent rapport vise à « identifier quelques approches développées dans les pays occidentaux au regard de la prévention de la violence et la criminalité chez les jeunes ». Un focus particulier a été mis sur les approches en milieu scolaire. Présenté sous la forme d'un recueil de pratiques, il s'agira également d'identifier quelles sont les implications des policiers, des professeurs et du milieu de la santé. En d'autres termes, il s'agira de décrire comment les ressources de la communauté sont déployées pour prévenir la violence et la criminalité chez les jeunes, dans les différents milieux de vie où ces phénomènes se produisent.

Figure 1 : Facteurs de risque de violence chez les jeunes. Élaboration CIPC d'après OMS⁵

	Niveau individuel	Niveau relationnel (familles, pairs, etc.)	Niveau communautaire et de la société
Facteurs de risque	• Hyperactivité • Impulsivité • Manque de contrôle sur le comportement • Problème de concentration • Antécédents de comportements agressifs • Consommation précoce d'alcool, de drogues et de tabac • Croyances et comportements antisociaux • Niveau intellectuel bas et mauvais résultats scolaires • Manque d'investissement scolaire et échec scolaire • Appartenance à une famille monoparentale • Séparation ou divorce des parents • Exposition à la violence au sein de la famille	• Manque de surveillance ou d'encadrement par les parents • Pratiques parentales dures, laxistes ou incohérentes • Faible niveau d'attachement parent-enfant • Manque d'intérêt des parents • Délinquance des parents ou abus de substances psychoactives • Faible niveau de revenu familiale • Association avec des pairs délinquants	• Faible niveau de cohésion sociale dans la communauté • Présence de gangs, d'armes à feu ou de drogue • Absence d'alternatives non violentes pour la résolution de conflits • Fortes inégalités de revenus • Changement sociaux et démographiques rapides • Urbanisation • Qualité de la gouvernance d'un pays

⁵ Ibid.

CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIE

Nous présentons dans ce rapport un recueil de pratiques en prévention de la criminalité et la violence chez les jeunes issues de pays occidentaux. Le présent rapport présente des pratiques qui s'adressent autant à des problématiques de violence interpersonnelle (ex. : violence et intimidation à l'école), de criminalité (ex.: petite délinquance dans des quartiers défavorisés), mais également aux incivilités et aux comportements dérangeants qui produisent de l'insécurité. Au-delà de différentes législations nationales et à leur définition de la « jeunesse », aux fins du présent rapport, nous entendons par « jeunes » la population de 10 à 29 ans, avec un focus particulier sur les jeunes adolescents (12-18 ans). Nous incluons également des approches d'intervention précoce s'adressant à des jeunes enfants sous une optique de prévention de la violence juvénile. En ce qui concerne l'origine géographique de ces pratiques, en principe nous entendons par « pays occidentaux » les régions suivantes : Amérique du Nord (États-Unis, Canada), Europe et Océanie (Australie, Nouvelle-Zélande). Dans ce rapport, nous faisons référence à différents types de prévention (*prévention secondaire*⁶, *prévention du crime à l'échelle locale*⁷, *prévention situationnelle*⁸), selon la définition des Principes directeurs des Nations Unies applicables à la prévention du crime (2002)⁹.

En ce qui concerne la méthodologie, dans un premier temps, nous avons fait une vaste recherche documentaire qui nous a permis d'identifier plus de 70 initiatives de prévention relatives aux jeunes. La majorité des pratiques issues de ces recherches préliminaires étaient signalées dans des publications spécialisées du CIPC ou étaient diffusées par des partenaires du centre. Nous avons également élaboré une grille d'analyse qui nous a permis, d'une part, de recueillir de l'information sur la nature de ces pratiques et, d'autre part, de systématiser cette information sur la base de critères communs. Cette grille nous a également aidé à déterminer des critères de sélection pour les pratiques que nous avons retenues dans cette publication. Parmi ces critères de sélection, on compte notamment :

- **Pertinence technique** : pratiques dont l'objet est la prévention de la violence et la délinquance chez les jeunes.
- **Pertinence géographique** : pratiques issues de pays occidentaux, soit d'Amérique du Nord (États-Unis, Canada), d'Europe et d'Océanie (Australie, Nouvelle-Zélande).
- **Actualité** : pratiques en cours ou mises en œuvre après les années 2000.
- **Exhaustivité** : pratiques bien documentées, étudiées par des tiers et, si possible, ayant fait l'objet d'une évaluation.

⁶ Forme de prévention basée sur une approche de développement social, ciblant des populations considérées à risque et renforçant les facteurs de protection contre le crime.

⁷ Également connue sous le nom de « *prévention communautaire* », elle intervient au niveau local. Elle vise à mobiliser les acteurs de la communauté afin de modifier les conditions qui agissent sur la délinquance et l'insécurité.

⁸ Cette approche de prévention vise à empêcher ou limiter les possibilités que des actes de criminalité se produisent (ex. : par l'aménagement urbain).

⁹ Voir des plus amples définitions sur : Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), *Rapport international sur la prévention de la criminalité : tendances et perspectives*, CIPC, 2010, p.1-3.

Nous avons examiné rigoureusement l'ensemble de ces pratiques. Ensuite, nous avons approfondi nos recherches sur les projets identifiés afin de faire une sélection définitive, tout en gardant une diversité et un équilibre entre les pays d'origines, les approches d'intervention, l'échelle d'intervention des programmes, etc. Au final, nous avons retenu une douzaine de pratiques qui répondent le plus possible à ces critères.

Nous présentons des pratiques principalement d'Europe et d'Océanie (à noter que nous nous sommes moins concentrés sur des pratiques issues des États-Unis et du Canada, dans la mesure où les principaux programmes de référence sont généralement assez connus au Québec). Les pays d'origine de ces pratiques sont : Allemagne, Australie, Brésil, Belgique, Grand Bretagne et Portugal. À noter également que les pratiques de Grande-Bretagne sont légèrement surreprésentées dans la mesure où nous avons trouvé plus d'information disponible et, notamment, des évaluations systématiques.

Cette sélection présente une diversité d'approches en termes d'intervention (ex. : approches d'intervention précoce, approches de prévention par l'inclusion sociale, etc.) face à des problématiques de violence et de criminalité impliquant les jeunes. Conformément à notre mandat, nous avons dédié une partie du recueil à des expériences visant la sécurité à l'école. Par contre, nous n'avons pas inclus ici des expériences concernant le phénomène des gangs qui a concentré l'attention ces dernières années au Québec. Ce recueil s'emploie à décrire les principales caractéristiques de ces expériences (objet, composantes, résultats), ainsi que les ressources mobilisées. L'information sur ces pratiques a été tirée de la documentation disponible, et notamment des sites d'internet des projets ou des organismes responsables (étant donné que l'information sur ces projets est généralement dans d'autres langues que le français, dans certains cas, nous avons traduit librement les objectifs ou les composantes des projets en question). Nous avons également présenté ces pratiques sous forme de fiche-synthèses, afin d'avoir un aperçu rapide des principaux éléments qui composent chacune de ces expériences.

Nous avons divisé ces pratiques en deux chapitres, à savoir :

- **Des approches individualisées** : faisant référence aux approches socio-éducatives, ce chapitre inclut une section sur des pratiques visant à renforcer le développement des compétences pour la vie (*lifeskills*) et une section sur des pratiques de prévention et inclusion sociale auprès des jeunes de milieux défavorisés.
- **Des approches territorialisées** : faisant référence à des mesures ciblant des milieux de vie, ce chapitre inclut une section sur des pratiques visant la sécurité à l'école et une section sur des pratiques visant la cohabitation dans les espaces publics.

Cette distinction entre des approches « individualisées » et des approches « territorialisées », mises en place dans un milieu de vie particulier, vise avant tout à mettre en lumière les caractéristiques qui composent les expériences que nous présentons dans ce recueil. Il ne faudrait pas voir ici une opposition entre ces approches, mais plutôt une complémentarité. D'ailleurs, la plupart des pratiques présentées ciblent des groupes considérés à risque, en même temps que des milieux, des secteurs et des territoires considérés à risque aussi. De manière transversale, nous retrouverons également des approches et des dispositifs, tels que ceux de police communautaire ou de partenariats locaux, mis en place dans l'objectif de prévenir la criminalité et la violence chez les jeunes.

CHAPITRE 1 : APPROCHES INDIVIDUALISÉES

Afin de maximiser son impact, l'approche de la prévention de la criminalité va généralement cibler son action en adressant ses efforts aux groupes considérés à risque (ex. : des jeunes de quartiers défavorisés, des jeunes exposés à des situations de violence, des jeunes contrevenants, etc.). Ces groupes tendent à cumuler plusieurs facteurs de risque¹⁰, ce qui les rend plus vulnérables à des situations d'exclusion (sur le plan social, scolaire, professionnel) et les expose davantage à la criminalité et la violence.

Les approches sociales et éducatives font référence aux mesures qui visent au « *renforcement des capacités individuelles, familiales et collectives pour améliorer les conditions de vie et réduire les risques d'être victimes de violence ou de commettre des délits* »¹¹. Ce type d'approche s'adresse généralement aux jeunes considérés à risque afin de les soutenir dans leur développement. Les approches socio-éducatives peuvent inclure différents types d'interventions telles que des programmes d'intervention précoce, de soutien aux familles, d'activités occupationnelles ou d'interventions auprès de jeunes marginalisés.

A. Développement de compétences pour la vie

Le développement des compétences pour la vie (*lifeskills programmes*) s'insèrent dans le cadre de stratégies de prévention de la criminalité par le développement social. Les *compétences pour la vie* décrivent un ensemble de compétences comportementales utilisées de manière appropriée et responsable afin de gérer les affaires de la vie quotidienne ; ces compétences peuvent être acquises grâce à l'expérience ou à travers l'enseignement (Himsl)¹². Lorsqu'elles s'adressent aux jeunes, les approches de développement de compétences pour la vie visent souvent à inculquer des modèles positifs ou à prévenir des comportements à risque. Ces approches visent à « *permettre au jeune d'acquérir les compétences sociales nécessaires à son développement et épanouissement dans la société et à améliorer son niveau de scolarité et ses perspectives d'emploi* »¹³. Basés sur une vision holistique, les programmes de développement de compétences pour la vie peuvent aussi s'adresser aux parents afin de les soutenir dans l'acquisition et le renforcement de compétences, de comportements et d'attitudes qui favoriseront le développement des enfants et des jeunes¹⁴.

Nous présentons trois expériences visant le développement de compétences pour la vie. Premièrement, le projet *Pathways to Prevention* (Australie) est une expérience de prévention précoce engageant des familles et le personnel scolaire autour des compétences d'apprentissage d'enfants

¹⁰ Voir passage sur les « facteurs de risque » en Introduction de ce rapport.

¹¹ CIPC, *op.cit.* p.145

¹² Himsl, R., *Life skills: A course in applied problem solving*. In V. Mullen (Ed.), *Readings in life skills* (pp. 13-25). Prince Albert, SK: Department of Manpower and Immigration, 1973, p.13.

¹³ CIPC, *op.cit.* p.145

¹⁴ Pour des plus amples informations sur le concept de développement de compétences (*lifeskills*), consulter notamment : http://www.unicef.org/lifeskills/index_4105.html (consulté la dernière fois le 1^{er} Octobre 2012).

considérés à risque. Ensuite, le projet *Fear and Fashion* (Grande-Bretagne) offre des programmes de formation en résolution de conflits et en leadership. Enfin, le projet *Unity* (Grande-Bretagne) est un programme de mentorat offrant aux jeunes de nouvelles perspectives de développement et d'emploi par la pratique du sport.

Projet 1

- **Pathways to Prevention (« Les sentiers de la prévention »), Brisbane, Australie**
- <http://www.griffith.edu.au/criminology-law/key-centre-ethics-law-justice-governance/research/prevention-developmental-pathways/the-pathways-to-prevention-project>

La recherche scientifique a démontré que les comportements problématiques chez les enfants (ex. : impulsivité, mauvais rendement scolaire, etc.) constituent un fort antécédent et un potentiel élément annonciateur de délinquance juvénile, ainsi que de criminalité chez les adultes (Farrington)¹⁵. Au début des années 2000, des chercheurs du Département de Criminologie de l'Université de Griffith en Australie se sont associés avec l'organisme *Mission Australia* afin de créer le projet *Pathways to Prevention*.



Formulé à l'origine comme une expérience de recherche appliquée¹⁶, *Pathways to prevention* est un projet de prévention précoce visant à « créer des opportunités de développement positif pour les enfants et leurs familles, encourageant leur participation sociale, afin de prévenir les comportements antisociaux qui peuvent mener à la violence et la criminalité ». Le projet se concentre particulièrement dans la transition des enfants vers l'école primaire (enfants de 4 à 6 ans) dans des communautés défavorisées. Le projet mobilise les ressources de la communauté afin de soutenir les familles et les écoles.

Lancé en 2001, le projet a été mis en œuvre dans sept écoles primaires des secteurs d'Inala et Carole Park, à Brisbane, sur la côte Est de l'Australie. Situés dans la banlieue de la ville, entourés par des autoroutes et des complexes industriels, ces secteurs sont parmi les plus défavorisés de l'État du Queensland. Ils se caractérisent également par une forte présence de population d'origine aborigène.

¹⁵ Farrington, D., Key results from the first forty years of the Cambridge study in delinquent development. In Thornberry TP & Krohn M (eds), *Taking stock of delinquency : an overview of findings from contemporary longitudinal studies*, New York, Kluwer, 137-184.

¹⁶ En 1999, un groupe de chercheurs réunis dans le Consortium de « prévention de la criminalité développementale » (*Developmental crime prevention consortium*) ont élaboré le rapport *Pathways to prevention : Developmental and Early Intervention Approaches to Crime in Australia* (« Sentiers de prévention : Approches d'intervention précoce et de développementale de prévention de la criminalité en Australie »). Ce rapport commandé par le Gouvernement Fédéral analysait systématiquement un ensemble d'initiatives d'intervention précoce en Australie. Le rapport recommandait que les connaissances produites sur ces pratiques devraient servir à investir dans l'élaboration de projets de prévention précoce dans des communautés défavorisées. Homel R., Freiberg, K., Lamb, C., Leech, M., Carr, Hampshire, A., Hay, I., Elias, G., Manning, M., Teague, R. & Batchelor, S., *The Pathways to Prevention Project: The First Five Years, 1999-2004*, Mission Australia and the Key Centre for Ethics, Law, Justice & Governance, Griffith University, 2006, p.VII.

Le modèle d'intervention de *Pathways to Prevention* considère que les habiletés langagières des enfants constituent les fondations sur lequel se développent les autres champs d'apprentissage ; dans ce sens, les habiletés langagières peuvent favoriser l'adaptation pour un passage réussi vers l'école primaire. Le projet combine le « Programme d'intervention préscolaire » (*Preschool Intervention Programme -PIP*), ciblant les enfants dans des écoles primaires publiques, avec un « Programme pour l'autonomie des familles » (*Family Independence Programme – FIP*) offrant des services pour les familles dans un cadre de développement communautaire.

Le *Programme d'intervention préscolaire* (PIP) a pour but de « renforcer les habiletés sociales et de communication des enfants afin de leur donner une base solide pour la réussite scolaire, ainsi que pour le développement de comportements et de relations interpersonnelles ». Ce programme se déroule sous la direction d'une équipe professionnelle spécialisée composée par des psychologues et des conseillers scolaires. Ces professionnels offrent des activités de renforcement et des formations directes auprès des enfants en utilisant des méthodes d'apprentissage adaptées à leur stade de développement (histoires, chansons, jeux de rôles, etc.). Ces activités se déroulent à l'école.

Le *Programme pour l'autonomie des familles* (FIP) vise à « soutenir les travailleurs sociaux et les familles à créer des environnements familiaux accueillants offrant les conditions pour le bon développement des enfants, grâce à des services adaptés aux spécificités culturelles ». Le programme inclut des activités telles que : du soutien et du conseil individualisé pour les enfants et les adultes, des programmes de gestion comportementale pour les parents, des groupes de jeux pour des jeunes enfants, des ateliers pour des groupes de famille de soutien, des programmes de renforcement des habiletés langagières et de communication, etc.

Le projet est financé grâce à des sources privées et publiques. D'une part, il reçoit des apports de fondations (*Westpac Foundation, John Barnes Foundation, Viertel Foundation*). D'autre part, le projet est également soutenu par l'*Australia Research Council*, l'agence gouvernementale de soutien à la recherche scientifique (fédérale), ainsi que par plusieurs autres entités du Gouvernement du Queensland (Départements de l'éducation, de la santé, de la Famille, du Logement, ainsi que le Département du premier ministre et du Cabinet).

Ce projet, développé en milieu universitaire, accorde une importance centrale à l'évaluation. Par ailleurs, le projet a élaboré une base de données incluant les informations de près de 500 élèves par année (participant ou non au projet) afin de faire des évaluations à long terme. Les résultats des évaluations réalisées sont considérés positifs, en particulier ceux chez les garçons. La participation au Programme PIP a montré une nette amélioration en termes d'adaptation à l'école, ainsi qu'une diminution de comportements considérés difficiles. Le Programme FIP a permis d'impliquer un grand nombre des familles parmi les plus vulnérables du secteur. Le projet a également aidé à favoriser la connectivité entre les familles et les agences et institutions offrant des services sociaux, permettant un meilleur accès aux services communautaires pour les familles en difficulté.

- **Fear and Fashion («La peur et la frime »), Londres, Grande-Bretagne**
- <http://www.lemosandcrane.co.uk/fearandfashion/login.php?>

Au début des années 2000, le Royaume-Uni semble avoir vu l'émergence de nouvelles manifestations de violence juvénile associés à l'utilisation d'armes blanches. Différents acteurs publics et la population ont été très inquiètes de ce phénomène représentant un plus grand nombre de jeunes qui portent et utilisent des couteaux et autres armes blanches pour se battre contre d'autres jeunes.

fearandfashion

En 2004, la Fondation City Bridge Trust a commandé une étude afin de mieux connaître les causes et la magnitude du port d'armes blanches par des jeunes, ainsi que des stratégies innovantes pour répondre à cette problématique. Le rapport est arrivé à la conclusion que les principales raisons du port d'armes blanches chez les jeunes étaient la peur d'être victime de violence par d'autres jeunes et la reconnaissance obtenue auprès des camarades pour porter des armes. En deux mots, la peur et « la frime ». Sur la base de ces résultats, le rapport recommandait l'élaboration de projets pilotes visant cette problématique.

Un consortium composé de cinq fondations (*The City Bridge Trust, The City Parochial Foundation, The Wates Foundation, The John Lyon's Charity, The Esmée Fairbairn Foundation*) a créé le programme *Fear and Fashion* avec l'objectif de mettre en place des initiatives communautaires destinées à réduire la violence, le port d'armes blanches et l'insécurité lié à la violence chez les jeunes. Ce programme a financé quatre projets spécifiques d'intervention pour une durée de trois ans (2007/2010). Ces projets étaient confiés à quatre organisations dans différents sites de Londres, à savoir les organisations *Kickstart/Crime Concern* dans le Districts de Southwark et de Lambeth, *Rainer* dans Brent, *Paddington Development Trust* à North Westminster et *Leap confronting conflict* à North Westminster. Le projet global prévoyait également l'accompagnement et les services techniques de la compagnie de consultants *Lemos & Crane*, l'évaluation du programme par le cabinet *Clear Plan*, ainsi que la création d'un site web commun comme plateforme d'échange et diffusion de bonnes pratiques.¹⁷

À titre d'illustration nous présentons ici le projet de *Leap Confronting Conflict (LCC)*, un organisme à but non lucratif (OBNL) spécialisé en médiation et résolution de conflits entre jeunes. *Leap Confronting Conflict* s'est associé en partenariat avec trois écoles de la Ville de Westminster pour mettre en œuvre un projet visant à réduire la violence, le port d'armes et l'insécurité des jeunes à l'école. De plus, ce projet est soutenu par un Comité de suivi composé par des membres de : *Leap Confronting Conflict*, l'« Équipe pour les jeunes contrevenants »¹⁸, l'organisme *Positive activities for young people*, la Police métropolitaine du Grand Londres et des «Comités de soutien»¹⁹ du *Programme d'inclusion sociale*²⁰.

¹⁷ Voir : <http://www.lemosandcrane.co.uk/fearandfashion/login.php?> (Consulté la dernière fois le 1^{er} Octobre 2012). Ouverture de compte requis.

¹⁸ *Youth Offending Team* en anglais (YOT). Les YOT sont des équipes intersectorielles, coordonnées par des autorités locales, destinées à prévenir la délinquance des jeunes et la récidive. Les YOT fournissent des conseils, mettent en place des

Le projet *Leap Confronting Conflict Fear and Fashion* a trois composantes principales : un programme scolaire, des groupes de travail intensif et des placements auprès des entreprises.

- 1) Le **programme scolaire** est réalisé en partenariat avec trois écoles de la Ville de Westminster : St Georges School, Paddington Academy et Westminster Academy. LCC a développé une méthodologie de diagnostic de la conflictivité scolaire qui permet de recueillir de l'information concernant les niveaux de sécurité et la perception d'insécurité. La méthodologie, qui permet également de détecter le port d'armes, inclut également une batterie d'interventions sur mesure en fonction des résultats du diagnostic. *Leap* forme aussi le personnel scolaire au sujet de la gestion et la résolution de conflits.
- 2) Le programme de **groupes de travail intensif** réunit des jeunes à risque identifiés par le comité de suivi local. Le groupe de jeunes participant à un programme de formation intensif pour acquérir des habiletés de leadership positif. Le projet offre aussi des ateliers, où on aborde des sujets comme la sécurité, la résolution de conflits et l'utilisation d'armes blanches. Les jeunes reçoivent une formation pour devenir des pairs éducateurs, ce qui leur permettra de transférer leurs apprentissages à d'autres groupes de travail. À l'issue du programme de formation, les participants reçoivent un certificat de réussite qui leur permet d'accéder à l'étape suivante, c'est-à-dire, le placement professionnel.
- 3) Enfin, le service de **placement professionnel** offre la possibilité mettre en pratique les apprentissages de la formation en contexte professionnel. Un réseau d'organismes jeunesse accueillent les participants au programme afin qu'ils puissent exercer leurs capacités de formateurs auprès d'autres jeunes.

Dans les écoles, LCC travaille avec 120 étudiants et 15 enseignants. Cinq de ses étudiants ont été formés afin d'offrir des ateliers de sensibilisation. En 2009, une cinquantaine de jeunes avaient complété la formation des groupes de travail. Selon l'évaluation réalisée par le cabinet *Clear Plan*, les participants ont renforcé leurs capacités de freiner l'escalade de conflits. Les formations ont permis aux participants d'acquérir les compétences pour offrir des ateliers de résolution de conflits. Parmi ceux-ci, quatre jeunes ont obtenu un emploi et six autres offrent régulièrement des ateliers sur la violence. Ils ont donné des ateliers à plus de 450 jeunes, ainsi que cinq séances destinés à une centaine adultes.

services communautaires, aident à l'élaboration des plans de réparation aux victimes, et offrent de l'accompagnement afin de prévenir la récidive. Pour plus d'information : voir <https://www.gov.uk/youth-offending-team> (consulté la dernière fois le 1^{er} Octobre 2012).

¹⁹ *Youth Inclusion Support Panels*, en anglais, ou YISP. Affiliées aux gouvernements locaux, ces « comités de soutien » sont des équipes multidisciplinaires et multisectorielles chargées de gérer les cas d'incivilités commises par des adolescentes et d'orienter les jeunes afin d'éviter les risques de commettre des actes criminels. Pour plus d'information, voir : <http://www.justice.gov.uk/youth-justice/prevention/youth-inclusion-and-support-panels-yisps> (consulté la dernière fois le 1^{er} Octobre 2012).

²⁰ « Programme d'inclusion sociale » (*Youth Inclusion Programme*, en anglais). Voir définition au pied de page de la pratique suivante.

- **Unity project (« Projet Unité »), Nottingham, Grande-Bretagne**
- <http://www.catch-22.org.uk/Services/Detail/Unity-project->

Dans des villes comme Nottingham, en Grande-Bretagne, les acteurs communautaires ont observé des problématiques de violence juvénile et, en particulier, des affrontements violents entre des bandes rivales. Ces affrontements affectent particulièrement les jeunes issus de milieux défavorisés, qui ont moins d'accès aux opportunités de loisir, d'éducation et de travail. Le projet fait partie du « Programme pour l'inclusion des jeunes »²¹ à Nottingham, *Unity* a été mis en place en 2007 comme une manière de « créer une initiative positive qui amène les jeunes à poursuivre leurs rêves et leurs aspirations ». Le projet *Unity* est piloté par *Catch 22*, un organisme à but non lucratif (OBNL) avec présence nationale dans 150 localités en Grande-Bretagne.



Le projet vise à prévenir les incivilités et la criminalité en organisant des activités sportives, éducatives et de mentorat afin d'offrir aux jeunes des nouvelles perspectives de développement et d'emploi. Le projet s'adresse à des « jeunes de 11 à 25 ans qui se trouvent en situation de risque quant à la consommation de drogues, l'implication dans des bandes de jeunes et la criminalité ». Le projet *Unity* propose un programme incluant des activités physiques et sportives, telles que le soccer, ainsi que des activités d'éducation sociale.

Le projet a mis sur pied une équipe de soccer qui participe à des rencontres régulières lors d'un tournoi local avec des équipes semi-professionnelles. Le projet organise également un match annuel contre le club de la Police, où celle-ci offre également des ateliers de prévention de la violence (quelques sujets abordés sont : violence armée, consommation de drogues, etc.). *Unity* encourage les jeunes joueurs de soccer à devenir des joueurs professionnels.

Le projet travaille en partenariat avec des écoles locales afin d'offrir des ateliers de soccer et de développement personnel à des jeunes dès l'âge de 14 ans. *Unity* encourage à pratiquer le soccer afin d'encourager le travail d'équipe, l'inclusion et la tolérance. Le projet encourage également les participants du projet, en particulier les jeunes de minorités visibles, à s'impliquer et faire du bénévolat auprès de leurs communautés, ou encore à devenir des bénévoles du projet afin de devenir des modèles de réussite.

Le projet a notamment créé l'Académie *Unity*, qui permet de former une équipe qui participe à un tournoi locale en division mineurs. Les jeunes inscrits à l'Académie sont censés suivre un programme

²¹ *Youth Inclusion Programme (YIP)*, en anglais. Le « Programme pour l'inclusion des jeunes » est un programme gouvernemental du *Youth Justice Board* (Ministère de la Justice). Mis en place depuis 2000, il vise à réduire les incivilités et la criminalité juvéniles dans des quartiers défavorisés (en Angleterre et au pays de Galles) grâce à du financement pour la mise en place de projets locaux de prévention pour des jeunes à risque de 8-17 ans. Plus d'information disponible sur : <http://www.justice.gov.uk/youth-justice/prevention/youth-inclusion-programme-yip> (consulté la dernière fois le 1^{er} Octobre 2012).

où à l'intérieur de quatre semaines ils s'engagent à faire des progrès à l'école, suivre une formation ou participer à un tournoi de soccer contre le club de la Police. Il existe également un volet du projet appelé *Junior Unity* qui s'adresse aux jeunes dès l'âge de 14 ans.

Depuis le lancement du projet en 2007, plus de 750 jeunes ont participé au programme, avec un taux de 92% de réussite. De plus, 62% des jeunes ayant participé au programme ont repris leurs études, poursuivi une formation ou trouvé un emploi (bénévole ou salarié). Par exemple, 28 jeunes ont été engagés par la firme *Elite Security*. Deux jeunes ont aussi été réengagés comme coordinateurs de projet pour *Unity*.

Parmi les partenaires d'*Unity* ont compte la Ville de Nottingham, le Club *Nottingham Forest, Football Foundation, Football in the community, South Nottingham College*, la Police du Nottinghamshire, *Nottingham Crime and Drugs Partnership (CDP), Nottingham Fire and Rescue*, l'Armée britannique, entre autres. Le projet *Unity* est financé par des apports de *Comic Relief (OBNL)*, le *Home Office* (Ministère de l'intérieur), *Connexions Nottinghamshire* (entreprise sociale parapublique Ville de Nottingham/Compté de Nottinghamshire).

Le projet a été reconnu en Grande Bretagne. Il a notamment reçu le prix *The Power of Sports* de la BBC, un concours qui reconnaît les initiatives sportives qui ont un impact local dans les communautés. Le projet a également été répliqué à Belfast, en Irlande du Nord, à travers le projet *World United* comme une initiative locale de prévention de la violence dans cette ville.

Fiches-synthèse des pratiques de développement de compétences pour la vie

Titre du programme	Pathways to Prevention (« Les sentiers de la prévention »)
Organisation	<i>Griffith University et Mission Australia</i>
Ville / Pays	Brisbane, Australie
Population ciblée	Enfants de 4 à 6 ans issus de milieux défavorisés dans sept écoles (niveau préscolaire)
Année de mise en œuvre	2001
Niveau de prévention	Primaire et Secondaire / Prévention basée sur l'évidence scientifique
Objectifs	Prévenir les comportements antisociaux chez les enfants de 4 à 6 ans, comme moyen de prévenir leur implication dans la criminalité à d'autres stades du développement
Fonctionnement	Le programme favorise le développement des habiletés communicatives et sociales et renforce les familles et les écoles à travers deux programmes : Programme d'intervention préscolaire (PIP) • Activités de renforcement et de formation directe auprès des enfants par du personnel spécialisé (ex. : psychologues, conseillers scolaires, etc.). Programme de soutien familial (FIP) • Soutien et conseil individualisé pour les enfants et les adultes • Programme de gestion comportementale pour les parents • Groupes de jeux pour de jeunes enfants • Programmes pour groupes de famille de soutien • Programmes de soutien aux habiletés langagières et de communication
Partenaires impliqués	Sept écoles primaires du quartier d'Inala (Brisbane), Gouvernement de l'État du Queensland (Départements de l'Éducation, de la Santé, de la Famille, du Logement, ainsi que le Département du Premier ministre et du Cabinet).
Source de financement	Financement privé : <i>John Barnes Foundation, Westpac Foundation, Viertel Foundation</i> . Financement public : <i>Australian Research Council</i> .
Résultats/Évaluation	Le projet a montré une nette amélioration en termes d'adaptation à l'école, ainsi qu'une diminution des comportements difficiles, en particulier chez les garçons. Le Programme FIP a permis d'impliquer un grand nombre des familles parmi les plus vulnérables du secteur, ainsi qu'à les rapprocher des ressources de services sociaux.

Titre du programme	Fear and Fashion (« La peur et la frime »)
Organisation	<i>Leap Confronting Conflict</i>
Ville	Ville de Westminster (Londres), Grande-Bretagne
Population ciblée	Jeunes considérés à risque de s'impliquer dans des actes de violences avec des armes blanches
Année de mise en œuvre	2007
Niveau de prévention	Secondaire
Objectifs	Le projet a pour but de réduire la violence, l'utilisation d'armes et l'insécurité liée à la violence chez les jeunes dans les écoles.
Fonctionnement	Le projet Fear and Fashion a trois composantes principales : un programme scolaire, un programme de travail groupal intensif et du placement pour des emplois auprès des organismes jeunesse. Programme scolaire • Réalise un diagnostic de la conflictivité en milieu scolaire et élabore des interventions sur mesure Travail groupal intensif • Programme de formation en leadership positif afin de devenir pair éducateur. Placement en emploi • Placement auprès d'organismes jeunesse
Partenaires impliqués	Projet General : <i>Lemos and Crane</i> (accompagnement) et <i>Clear Plan</i> (évaluation). Projet LCC : Ville de Westminster, trois écoles de la Ville de Westminster : <i>Saint George School</i> , <i>Paddington Academy</i> et <i>Westminster Academy</i> . Comité de suivi composé par : <i>Leap Confronting Conflict</i> , Équipe pour les jeunes contrevenants, <i>Positive activities for young people</i> , Police métropolitaine du Grand Londres, Programme de soutien du « Programme d'inclusion sociale ».
Source de financement	Le projet est financé par un consortium de cinq fondations : <i>The City Bridge Trust</i> , <i>The City Parochial Foundation</i> , <i>The Wates Foundation</i> , <i>The John Lyon's Charity</i> , <i>The Esmée Fairbairn Foundation</i>
Résultats/Évaluation	Une cinquantaine de participants ont complété le programme en 2009. Les participants ont renforcé leurs capacités de freiner l'escalade de conflits. Les formations leur ont permis d'acquérir les compétences pour offrir des ateliers de résolution de conflits. Plusieurs participants au programme ont obtenu un emploi dans des organismes jeunesse.

Titre du programme	Unity Football Partnership (Projet « Unité »)
Organisation	<i>Catch22</i>
Ville / Pays	Nottingham, Grande-Bretagne
Population ciblée	Jeunes de 11 à 25 ans considérés à risque d'exclusion sociale
Année de mise en œuvre	2009
Niveau de prévention	Secondaire
Objectifs	Le projet a pour but de : promouvoir la mixité sociale et culturelle à travers le sport ; d'offrir des activités qui amèneront les jeunes à augmenter leurs aspirations d'avenir ; d'encourager les jeunes issus de minorités ethniques à faire du bénévolat dans leurs communautés ; et de réduire les incivilités et la criminalité.
Fonctionnement	Le projet utilise le sport, tels que le soccer, ainsi que l'éducation sociale, pour favoriser la participation de jeunes de milieux défavorisés, promouvoir la diversité sociale et culturelle. Le projet encourage les jeunes ayant participé au projet à s'impliquer en tant que bénévole afin de devenir auprès de nouveaux participants.
Partenaires impliqués	<i>South Nottingham College</i> , Ville de Nottingham, Club <i>Nottingham Forest</i> , Police du Nottinghamshire, <i>Nottingham Crime and Drugs Partnership</i> (CDP), Armée britannique. <i>Nottingham Fire and Rescue</i> , <i>Football Foundation</i> , <i>Football in the Community</i> .
Source de financement	Le projet est financé par <i>Comic Relief</i> (OBNL), le <i>Home Office</i> (Ministère de l'intérieur), Connexions Nottinghamshire (entreprise sociale parapublique Ville Nottingham/Compté de Nottinghamshire)
Résultats/Évaluation	Depuis son lancement, 580 jeunes ont participé au projet. Depuis 2007, plus de 60 jeunes ayant participé au projet jouent au soccer au niveau semi-professionnel dans des équipes telles qu' <i>Alfreton</i> , <i>Eastwood</i> et <i>Hucknall Town</i> , où il y a onze joueurs qui jouent dans l'équipe principale.

B. Prévention et inclusion sociale de jeunes de milieux défavorisés

De nombreux programmes de prévention concentrent leurs efforts auprès de jeunes issus de milieux défavorisés. Ces programmes ont lieu souvent dans des territoires démunis sur le plan social et économique, où les services de base tendent à être insuffisants et les jeunes manquent d'infrastructures de formation, de sport et de loisir. Dans ces « zones d'intervention prioritaire », les jeunes ont généralement plus de difficultés à réussir à l'école ou à intégrer le marché du travail. Ces milieux présentent aussi des problématiques d'insécurité (par exemple, en raison de la vente et la consommation de drogue, la présence de criminalité, etc.) affectant l'épanouissement des jeunes qui y évoluent.

Ces stratégies de prévention de type occupationnels (*diversion programmes*) s'organisent autour de programmes axés sur des activités sportives, culturelles et d'apprentissage. Ces programmes ciblent des jeunes considérés à risque ou présentant des signes ou des comportements problématiques. Ces stratégies incluent les programmes qui visent à occuper et à offrir un encadrement aux jeunes après l'école ou en période de vacances scolaires (*after-school programmes* et *out-of-school time programmes*). Au-delà des visées « occupationnelles », ces programmes valorisent les jeunes, encouragent leur participation et contribuent à développer l'estime de soi. De plus ces programmes favorisent souvent le développement de nouvelles compétences sociales, la persévérance scolaire, le retour à l'école et la préparation au marché du travail. L'ensemble de ces éléments favorisent l'inclusion et l'intégration sociale.

Nous présentons trois expériences de prévention et inclusion sociale de jeunes de milieux défavorisés. Premièrement, le Programme *Escolhas* (Portugal), promeut la cohésion sociale et l'égalité des chances notamment auprès des jeunes issus de l'immigration. Ensuite, le projet *Fight for Peace* (Brésil/Grande-Bretagne), utilise la boxe et les arts martiaux comme outil d'intégration et de développement de leadership. Enfin, le Programme *Positive Futures* (Grande-Bretagne) encourage les jeunes à retourner aux études et à poursuivre une formation qui les aidera à entrer sur le marché du travail.

• **Programme Escolhas (« Choix »), programme national, Portugal**

• www.programaescolhas.pt

• <http://tutoresdebairro.programaescolhas.pt/projecto>

Au début des années 2000, l'augmentation des taux de criminalité au Portugal et la couverture médiatique apportée ont suscité une attention face à ce phénomène. Les autorités ont constaté que cette activité criminelle était en grande partie l'œuvre de jeunes gens, notamment d'origine immigrante, habitant dans des quartiers de banlieue caractérisés par des niveaux élevés de pauvreté, de chômage et de décrochage scolaire. Ces quartiers étaient également caractérisés par des niveaux élevés de criminalité, d'incivilités (ex. : dans les écoles, les espaces publics, etc.), de consommation et de trafic de drogue, ainsi que d'insécurité.

Le Programme *Escolhas* (« Choix ») est une initiative conjointe de la Présidence du Conseil de Ministres et le Haut-commissariat portugais pour l'immigration et le dialogue interculturel. Le programme a pour objectif de « prévenir la criminalité, soutenir l'inclusion des enfants et des jeunes de milieux défavorisés (en particulier ceux issus de l'immigration et des communautés culturelles), afin de promouvoir la cohésion sociale et l'égalité des chances pour tous ». Depuis son lancement en 2001, le programme a évolué au fil de différents cycles de développement, en apportant des ajustements quant à son approche, sa couverture et le nombre de projets.



Le projet se trouve actuellement dans sa quatrième phase de développement (2010-2012) à travers 130 projets sur le territoire nationale axés sur des mesures telles que : « Intégration scolaire » ; « Formation professionnelle et employabilité » ; « Renforcement de la citoyenneté » ; « Entrepreneuriat et « empowerment » ; et « Inclusion digitale » (mesure transversale). Cette dernière mesure peut comprendre des activités de soutien scolaire, de développement de compétences et d'insertion professionnelle ou d'initiation aux nouvelles technologies. Le projet se caractérise notamment par le recours à des « facilitateurs communautaires », c'est-à-dire des jeunes leaders communautaires qui jouent un rôle de médiateur auprès des bénéficiaires du projet. Les facilitateurs communautaires sont intégrés au projet en tant que membres à part entière des équipes techniques.

À titre d'exemple, nous présentons ici le projet de « Tuteurs communautaires » (*Tutores de Bairro*) du quartier de *Quinta da Princesa*, une petite communauté située dans la banlieue de Lisbonne. Ce quartier concentre un grand nombre d'immigrants (55% des habitants viennent des anciennes colonies africaines) et des jeunes (65% de la population a moins de 35 ans), qui ont généralement des difficultés scolaires ou des difficultés pour se trouver un emploi.

La première étape du projet a été la mise sur pied d'un comité local de partenaires qui a élaboré un diagnostic local. Celui-ci a permis l'identification de deux groupes de jeunes : 30 jeunes de 16 à 28 ans avec des antécédents de délinquance et une douzaine de mineurs de 9 à 15 ans, présentant des comportements problématiques (ex. : manque d'assiduité à l'école) et qui s'inspirait du groupe de jeunes. Le comité a créé un plan d'intervention adapté pour chacun des groupes.

Le diagnostic a mis en évidence qu'il y avait des difficultés de transition dans le passage de l'école primaire (située dans le quartier) à l'école secondaire (situé à l'extérieur du quartier). À partir de cette situation, le comité local a créé le projet de *Tuteurs communautaires* avec l'objectif de réduire l'échec et le décrochage scolaire, de superviser les élèves qui arrivent à l'école secondaire et d'impliquer les parents dans la supervision des activités scolaires des enfants.

Ce projet a été conçu pour impliquer de manière complémentaire les deux groupes de jeunes. À partir d'une série de réunions communautaires, les partenaires ont mobilisé les jeunes afin de créer une Association de jeunes. Ces réunions ont permis d'identifier sept jeunes (16-28 ans) sans occupation et dotés d'habiletés relationnelles, de leadership et de communication. Ces jeunes s'engageaient à devenir des Tuteurs communautaires, tout en participant à un *Projet de vie personnelle*, qui les mènerait à reprendre les études ou à obtenir un emploi.

Le projet se déroule en trois étapes, à savoir : « l'identification et la formation des tuteurs » ; « l'immersion des sept tuteurs (accompagné d'un travailleur social) en milieu scolaire », « l'intervention sociale (ex. : activités pédagogiques) auprès des étudiants, des enseignants et des parents ». Les sept jeunes sélectionnés reçoivent une formation de 200 heures sur des sujets tels que les habiletés personnelles, les relations interculturelles, la médiation en situation de conflit, la santé personnelle et communautaire, la justice et la sécurité, l'animation sociale, etc. Une fois l'équipe composée, les tuteurs sont encadrés pour formuler un « projet de vie personnelle » les amenant de retour aux études ou vers l'emploi. Le projet est axé sur trois composantes complémentaires : « activités récréatives » (programme d'activités sportives, manuelles et culturelles), « activités pédagogiques » (programme de développement d'habiletés personnelles et sociales), « tutorat/intervention sociale » auprès d'une douzaine d'enfant et leurs familles.

Le projet fonctionne grâce à un partenariat local où participent des représentants des écoles, de la police, de la ville, d'organismes communautaires, sociaux et sportifs, ainsi que des organisations en employabilité et formation. Le projet est soutenu par un comité élargi et un comité restreint, dont les acteurs ont des rôles et des responsabilités clairement définies. Au niveau local, le projet est piloté par l'Association de parents et tuteurs du Groupe des Écoles *Pedro Lobato Eanes* (APAEPEL). Le financement provient de différentes sources du gouvernement national (ex. : *Quadro de Referência Estratégico Nacional*, Programme opérationnel Potentiel humain (POPH), Ministère de l'éducation, etc.), ainsi que de l'Union Européenne.

Le projet a été reconnu comme bonne pratique par le Réseau européen de prévention de la criminalité (REPC). Le projet a fait l'objet d'évaluations internes et externes. Parmi quelques résultats du projet, on peut nommer: la diminution du décrochage scolaire (de 32% à 11% en deux ans) ; des meilleures capacités à rejoindre les parents, ainsi que des enfants à risque qui peuvent être des bénéficiaires potentiels (48 étudiants à risque ont été identifiés) ; des meilleurs capacités de médiation dans les situations de conflit entre l'école et le quartier, ainsi qu'entre les enseignants et les élèves²².

²² Données tirées du site internet :

http://www.eukn.org/E_library/Social_Inclusion_Integration/Integration_of_Social_Groups/Young_People/Neighbourhood_tutors_for_youngsters_Lisbon_Portugal

- **Fight for Peace («Bats-toi pour la paix »), Rio de Janeiro, Brésil / Londres, Grande-Bretagne**
- www.fightforpeace.net

Fight for Peace (« Bats-toi pour la paix ») est un projet d'inclusion sociale et de développement personnel par la pratique de la boxe et les arts martiaux. À ses origines, *Fight for Peace* est né comme une initiative de l'ONG *Viva Rio* destiné à « offrir des alternatives à la violence armée et au trafic de drogues aux jeunes des favelas » de Rio de Janeiro. Au fil du temps, le projet est devenu une initiative indépendante internationale créant des antennes permanentes à Rio de Janeiro (*Association Luta pela Paz*), puis dans un quartier à Londres (*Fight for Peace Academy*), en Grande-Bretagne.



Fight for Peace s'adresse à des jeunes d'entre 7 et 29 ans qui vivent dans des quartiers défavorisés affectés par la violence. L'objectif du projet est de « réaliser le plein potentiel des jeunes à travers une méthodologie d'intervention qui combine la boxe et le développement personnel ». *Fight for Peace* a mis au point une méthodologie d'intervention à partir des connaissances tirées d'un vaste projet de recherche-action mené au Brésil. Cette méthodologie repose sur cinq piliers, à savoir :

- « Activités de boxe et d'arts martiaux » comme outils d'inclusion et de développement
- Programmes d'éducation et d'accompagnement scolaire
- Formation aux techniques et aux méthodes de recherche d'emploi
- « Services de soutien aux jeunes » (soutien psychologue, aide juridique, etc.)
- « Leadership des jeunes » (participation à un Conseil de jeunes)

Ces cinq piliers sont offerts par le biais de deux projets sur mesure :

- Le projet « Open Access » (*Portes Ouvertes*) permet d'être encadré dans la pratique de la boxe tout en participant à des séances de développement personnel.
- Le projet « Pathways » (*Parcours*) consiste à suivre un programme de mentorat et d'apprentissage personnalisé destiné au développement des jeunes.

Selon les promoteurs du programme, la transmission de valeurs, la motivation et la « capacité à changer la perception de soi-même et de son environnement » sont essentiels pour transformer durablement les comportements des jeunes. Le projet a été évalué en 2009 par l'Université de East London²³, les résultats étaient très positifs dans l'ensemble. Selon l'évaluation, FFP possède des « objectifs et des valeurs claires, une solide organisation, ainsi qu'une culture de l'autoévaluation ». De

²³ Sampson, A., *The Fight for Peace Academy UK : an independent assessment. Report for FFP Academy*, Centre for Institutional Studies, University of East London, 2009. Disponible sur (consulté le 1^{er} Août 2012) : http://www.fightforpeace.net/wp-content/uploads/2012/06/UEL_evaluation_Oct_09.pdf

Plus, FFP est reconnue pour sa forte identité de marque (*branding*) et la fierté que cela suscite chez les jeunes qui participent ou qui connaissent le programme. *Fight for Peace international* est une initiative internationale qui soutient chaque année plus de 2250 jeunes. À l'heure actuelle, le projet est en voie de répliquer sa méthodologie dans d'autres régions du monde (ex. : Afrique du Sud, Caraïbes, etc.).

Parmi les partenaires financiers du projet, on retrouve *IKEA Foundation*, *Laureus – Sport for Good Foundation*, la Fondation de la Loterie nationale (*Big Lottery Fund*), *Petrobras* et le Gouvernement Federal du Brésil. De plus, *Fight for Peace International* a également lancé l'entreprise sociale *LUTA*, une ligne de vêtements sportifs qui génère des revenus pour les activités de l'organisation.

Projet 3

- **Programme Positive Futures (« Avenirs positifs ») : Programme national, North Liverpool, Grande-Bretagne**
- <http://www.posfutures.org.uk/> | <http://www.positivefuturesnorthliverpool.co.uk>

Positive Futures est un programme national d'inclusion sociale pour les jeunes promu et financé par le *Home Office* (Ministère de l'intérieur). L'objectif du projet est de prévenir la criminalité et la consommation de drogues en offrant des activités récréatives, éducatives, de formation et de recherche d'emploi aux jeunes de 10 à 19 ans de milieux défavorisés. Les priorités du programme sont : réduire la criminalité, réduire la consommation d'alcool et de drogues, prévenir la violence juvénile, augmenter le nombre de jeunes qui poursuivent des études, suivent une formation ou entrent dans le marché du travail. Lancé en 2001, le programme est offert dans 91 quartiers défavorisés sur le territoire national, sous la responsabilité de six organismes à but non lucratif (OBNL) avec présence locale. La mise en œuvre des projets est guidée par un comité de pilotage composé par les Ministères de la Santé, de la Culture, des Médias et des Sports, *Sports England*, l'Agence de Justice juvénile (*Youth Justice Board*) et la *Football Foundation*.



À titre d'exemple, nous présentons le programme *Positives Futures North Liverpool*, administré par l'organisme *Catch22*²⁴, un organisme à but non lucratif (OBNL) fournissant de services communautaires à travers la Grande-Bretagne. Le projet est géré localement par le Centre communautaire de Justice de North Liverpool. Lancé en 2004, le programme a pour but de prévenir la criminalité à travers des activités sportives et récréatives. Le programme offre des services éducatifs, de formation et de recherche d'emploi à plus de 3000 jeunes dans les secteurs d'*Anfield*, *Kirkdale*, *Walton and West Everton* à North Liverpool. Quelques partenaires impliqués dans ce programme sont : *Liverpool Football Club* (LFC), *Everton Football Club*, *Vernon Sangster Community Sports Centre* (VCSC), *Football Foundation*, *Sports England*.

²⁴ Organisation créée à partir de l'ancienne *Crime Concern*.

Le Programme *Positives Futures North Liverpool* est composé d'une série de projets parmi lesquels on retrouve :

- « *Get Hooked on Fishing* » : formation à la pêche à la ligne comme outil de développement personnel, sous l'encadrement de mentors.
- « *Active Women* » : programme de développement personnel, d'exercice et de saines habitudes pour les jeunes femmes de 16 à 24 ans. Cela inclut des ateliers d'escalade, de course, de yoga, ainsi que de développement personnel.
- « *Anfield Boxing Club* » : club de boxe pour des groupes de jeunes (garçons et filles entre 14 et 16 ans).
- Outil pour impliquer les jeunes promouvoir des saines habitudes de vie et les comportements antisociaux.
- PFNL a aussi toute une série de programmes de préparation à la vie active (*life skills programmes*) sur mesure qui sont offerts dans des écoles et des centres communautaires. Ces programmes incluent des ateliers de: résolution de conflits, leadership, prévention de l'intimidation, estime de soi, techniques de recherche d'emploi, programmes communautaires, etc.

En 2010/2011, près de 60000 jeunes ont participé au projet Positive Futures au niveau national et 67% des individus suivis ont montré des évolutions positives. Pour sa part, PNFL compte 220 jeunes participant régulièrement aux événements et activités organisées. Grâce au programme, en 2006/2007 une trentaine de jeunes ont trouvé un emploi à temps plein ou à temps partiel, une quinzaine de jeunes sont retournés à l'école.

Fiches-synthèse des pratiques de prévention et d'inclusion sociale

Titre du programme	Programa Escolhas (Programme « Choix »)
Organisation	Présidence du Conseil de Ministres et Haut-commissariat pour l'immigration et le dialogue interculturel
Ville / Pays	Portugal (programme national)
Population ciblée	Jeunes entre 6 et 18 ans dans des quartiers défavorisés
Année de mise en œuvre	2001
Niveau de prévention	Secondaire
Objectifs	Prévenir la criminalité et soutenir l'inclusion sociale des jeunes et des enfants de milieux défavorisés et problématiques
Fonctionnement	Le projet <i>Tutores de Bairro</i> à Quinta da princessa a deux projets complémentaires adressés à deux groupes d'âges différents : Projet « Mentorat communautaire » : Un groupe de jeunes de la communauté (16-28 ans) sont formés pour devenir soutenir des élèves en période de transition de l'école primaire au secondaire, ainsi que leurs familles. Projet de vie personnel : Le groupe de jeunes mentors suit un programme d'activités leur permettant d'atteindre un objectif, soit de retour aux études ou d'accès à l'emploi.
Partenaires impliqués	Au niveau national : Ministère du Travail et de la solidarité sociale, Ministère de l'éducation, de la science et de l'enseignement supérieur. Au niveau local : école, police, organisation communautaires, de loisir et sportives, municipalité, organisations d'employabilité et formation.
Source de financement	Gouvernement et Union Européenne
Résultats/Évaluation	• Le décrochage scolaire a diminué de 32% à 11% en deux ans. • Des meilleures capacités à rejoindre les parents et des enfants à risque : 48 étudiants à risque ont été identifiés. • Des meilleures capacités de médiation en situation de conflit

Titre du programme	Fight for Peace (« Bats-toi pour la paix »)
Organisation	<i>Fight for Peace International</i>
Ville / Pays	Rio de Janeiro, Brésil / Londres, Grande-Bretagne et autres
Population ciblée	Jeunes de 7 à 29 ans dans des milieux défavorisés affectés par la violence
Année de mise en œuvre	2000
Niveau de prévention	Secondaire
Objectifs	« Réaliser le plein potentiel des jeunes de 7 à 29 ans issus de quartiers défavorisés à travers une méthodologie d'intervention qui combine la boxe et le développement personnel »
Fonctionnement	FFP est offert par le biais de deux projets qui peuvent être adaptés aux besoins de chacun : • « Open Access » (<i>Portes Ouvertes</i>) offre la possibilité d'être encadré dans la pratique de la boxe et les arts martiaux et de participer à des séances de développement personnel. • « Pathways » (<i>Parcours</i>) est un programme d'apprentissage personnalisé et de mentorat destiné au développement des jeunes.
Partenaires impliqués	Un grand nombre de fondations et d'entreprises privées
Source de financement	Fondations privées, entreprises privées, gouvernement fédéral du Brésil et une branche commerciale du projet.
Résultats/Évaluation	Projet évalué en 2009 par l'Université de East London.

Titre du programme	Positive Futures (« Avenirs positifs »)
Organisation	Catch22
Ville / Pays	North Liverpool et autres sites, Grande-Bretagne (Programme national)
Population ciblée	Jeunes de 10 à 19 ans à risque de commettre des actes criminels ou de consommer de la drogue
Année de mise en œuvre	2001
Niveau de prévention	Secondaire
Objectifs	L'objectif du projet est de prévenir la criminalité et la consommation de drogue en offrant des activités récréatives, éducatives, de formation et de recherche d'emploi aux jeunes de 10 à 19 ans de milieux défavorisés.
Fonctionnement	<i>Positive Futures North Liverpool</i> (PFNL) offre des services à plus de 3000 jeunes, dans quatre secteurs de North Liverpool. Parmi projets, on retrouve notamment : • « Get Hooked on Fishing » : activité récréative de formation au sujet de la pêche à la ligne comme outil de développement personnel. Des groupes de jeunes sont encadrés par des mentors. • « Active Women » : programme de développement personnel, d'exercice et de saines habitudes pour les jeunes femmes de 16 à 24 ans. Cela inclut des ateliers d'escalade, de course, de yoga, ainsi que de développement personnel. • « Anfield Boxing Club » : ouverture d'un club de boxe pour des groupes de jeunes (garçons et filles) entre 14 et 16 ans • Programmes de préparation à la vie active
Partenaires impliqués	Centre de Justice communautaire de North Liverpool, <i>Everton Football Club</i> , <i>Liverpool Football Club</i> , <i>Vernon Sangster Community Sports Centre</i> (VCSC), <i>Comic Relief</i> , <i>Get Hooked on Fishing</i> .
Source de financement	<i>Sports England</i> , <i>Tackling Drugs Changing lives</i> , <i>Football Foundation</i> , <i>Home Office</i> , Union Européenne (Fonds social européen).
Résultats/Évaluation	En 2008-2009, près de 60 000 jeunes ont participé au projet. La même année, grâce au programme, des milliers de jeunes ont poursuivi des études, retourné à l'école ou obtenu un emploi. Près de 70% des jeunes suivis (10 725 jeunes) ont évolué positivement suite à la participation au programme.

CHAPITRE 2 : APPROCHES TERRITORIALISÉES

Nous présentons dans cette section des stratégies dont le principal critère d'intervention est la sécurité d'un territoire, d'un espace, d'un milieu de vie particulier. Dans cette perspective, les interventions ont pour objectif premier la sécurité de la communauté grâce au déploiement de stratégies intégrées à l'échelle locale. Ces stratégies cherchent souvent à mobiliser les acteurs locaux autour de problématiques affectant la sécurité et la cohabitation et, par ce biais, contribuent à renforcer les capacités des communautés. Nous présentons ici des stratégies qui s'adressent aux jeunes dans le cadre d'initiatives visant la sécurité à l'école et des pratiques visant la sécurité des espaces publics.

A. Interventions visant la sécurité à l'école

L'école est une institution centrale pour l'apprentissage et la socialisation. L'école est également un lieu de croissance et d'épanouissement où évoluent quotidiennement des millions d'enfants et des jeunes (CIPC, 2008). Bien que la sécurité en milieu scolaire soit un principe fondamental pour les parents, les enseignants ou les autorités, l'école n'est pas à l'abri d'actes de violence et des comportements qui vont à l'encontre des règles du vivre ensemble (agressions physiques et verbales, incivilités, intimidation, consommation de drogue, etc.). Les dernières années, on accorde une attention particulière aux phénomènes d'intimidation (*bullying*) et cyber intimidation (*cyberbullying*) en milieu scolaire.

La plupart de programmes visant la sécurité à l'école s'adressent aux élèves (jeunes et enfants), promouvant le sens du civisme et encourageant la saine cohabitation dans l'enceinte de l'école. Ces programmes s'accompagnent parfois d'une plus grande vigilance par rapport aux lois et même par la présence policière au sein des établissements scolaires. Bien que les élèves sont la principale cible de ces programmes, ces derniers s'adressent souvent à l'ensemble de la communauté scolaire (enseignants et personnel scolaire, parents, communauté). De la même manière, les programmes visant la sécurité à l'école dépassent parfois le cadre des établissements scolaires et s'adressent également à la communauté entourant l'école.

Nous présentons ici trois expériences de pratiques visant la sécurité à l'école. Premièrement, le Programme *Friendly Schools and Families* (Australie) offre un guide pratique destiné aux étudiants, aux familles et à l'ensemble de la communauté scolaire afin de prévenir l'intimidation en milieu scolaire. Ensuite, le Programme *Safer Schools Partnerships* (Grande-Bretagne), promeut la sécurité à l'école grâce à la mise sur pied d'un partenariat entre la police, les établissements scolaires et la communauté environnante. Enfin, également basé sur une approche de police communautaire, le Programme *Escola Segura* (Portugal) offre une présence policière accrue afin de promouvoir des habitudes sécuritaires dans la communauté scolaire.

• **Friendly Schools and Families Programme (« Programme pour des familles et des écoles amies des enfants »), Australie**

• <http://www.friendlyschools.com.au>

L'intimidation à l'école est devenue une préoccupation pour les autorités, le personnel scolaire, ainsi que pour les familles et les enfants qui en sont victimes. Tout au long du parcours scolaire, la plupart des étudiants peuvent être confrontés à des expériences d'intimidation, ce qui affecte leur bien-être social, physique, psychologique, mais également leur rendement scolaire. D'après les données disponibles, 46% des étudiants de 4^e année et 49% des étudiants de 6^e année dans les écoles d'Australie occidentale disent avoir subi de l'intimidation lors de la dernière saison (ex. : taquinages : 42%, surnoms blessants : 43%, exclusion; 40%, intimidation lors de la récréation : 50%²⁵).



Le Programme *Friendly Schools and Families* offre un guide pratique destiné aux étudiants, aux familles et à l'ensemble de la communauté scolaire afin de prévenir l'intimidation en milieu scolaire. Il vise à renforcer les compétences, les connaissances et les habiletés de la communauté scolaire pour la mise en place de milieux scolaires en santé (*whole-school approach*²⁶). Ce programme vise également à : créer des milieux de vie en santé; à « favoriser l'acquisition d'habiletés sociales » ; à « fournir les ressources pour communiquer avec les enfants sur les problématiques d'intimidation » ; à détecter et réagir adéquatement aux cas d'intimidation par le personnel scolaire.

Friendly schools and families est un programme « basé sur des connaissances » (*evidence-based*) développé et mis au point par des chercheurs universitaires du *Child Health Promotion Research Unit* de l'Université Edith Cowan (ECU), suite à des longues années de recherche-action. Suite à une vaste étude scientifique de 6 ans, auprès de 6000 étudiants dans une vingtaine d'écoles primaires choisies de manière aléatoire, les chercheurs ont observé la diminution de comportements d'intimidation, ainsi que de meilleurs indicateurs de bien-être parmi les enfants ayant participé au programme. Ces recherches ont également permis d'identifier des « Principes de réussite pour réduire l'intimidation l'école », une série d'apprentissages et des connaissances qui ont été testées scientifiquement dans les écoles. Ces principes sont alignés avec le « modèle pour les écoles en santé de l'Organisation

²⁵ Données tirées du site internet : www.friendlyschools.com.au (Consulté la dernière fois le 22 juin 2012).

²⁶ Promue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'« Approche globale de la santé en milieu scolaire » (*whole-school approach*) est une conception qui fait appel à un ensemble de stratégies de mobilisation de la communauté scolaire afin promouvoir la santé et du bien-être en milieu scolaire. Cette approche intégrale prends en considération les normes et les pratiques, la culture locale, l'environnement physique, l'environnement social, l'environnement d'apprentissage, la gestion de comportements, etc. Pour des plus amples informations, voir : http://www.mindmatters.edu.au/whole_school_approach/the_whole_school_approach_landing.html (consulté la dernière fois le 22 juin 2012).

mondiale de la santé (OMS) » qui inclut des aspects tels que: les normes et les pratiques, l'environnement social, l'environnement physique, le soutien de la famille et des pairs, etc.

Sous forme de trousse à l'intention de la communauté scolaire (étudiants, parents, personnel scolaire), le matériel vise à « fournir une aide dans la conception, le développement, la mise en œuvre, la diffusion et l'évaluation d'un programme sur mesure contre l'intimidation dans les écoles ». La trousse offre un plan systématique d'accompagnement et de mobilisation des familles et de la communauté scolaire à travers les différents étapes de la démarche.

Ce programme est offert par l'organisation *Steps Professional Development* – un organisme privé avec présence internationale appartenant à l'Université Edith Cowan – à la demande des écoles intéressées. À ce jour, le programme a été implanté dans des écoles à travers tous le pays (Australie du Sud, Australie occidentale, Nouvelle Galles du Sud, Queensland, Tasmanie, Victoria, ainsi que dans les Territoires du Nord).

Une étude²⁷ a été réalisé afin d'évaluer l'impact du programme. Cette étude étendue sur trois ans, publiée en 2010, sur la base de données auto reportées de près de 2000 enfants de 8 et 9 ans. Les résultats de cette étude indiquent que progressivement, les étudiants ayant participé au programme étaient beaucoup moins susceptible d'observer ou d'être victimes d'intimidation. De la même manière, l'étude démontre qu'au bout de la première année et, comparativement aux autres étudiants, les étudiants qui participent au projet sont beaucoup plus portés à dénoncer qu'ils sont victimes d'intimidation. Ces résultats portent à croire que l'implantation du programme semble réduire la probabilité de subir de l'intimidation et augmenter les chances d'en parler à quelqu'un.

Projet 2

•Safer schools Partnerships (« Partenariats pour des écoles plus sûres »), Grande-Bretagne

•<http://www.justice.gov.uk/downloads/youth-justice/prevention/SSPsummaryforYOTs.pdf>

Le programme *Safer Schools Partnerships* a été lancé en 2002 en Grande Bretagne dans la foulée de débats publics sur la violence à l'école durant les années 90. *Safer Schools Partnerships* est un programme national piloté par le *Department for Children, Schools and Families* (DCSF) et le Home Office, en collaboration avec le *Youth Justice Board* (Ministère de la Justice) et l'*Association of Chiefs Police Officers* (ACPO).

L'objectif général du programme est de « promouvoir la sécurité à l'école, de réduire les incivilités et les actes de violence à l'intérieur et aux abords



²⁷ Cross, D. et al., *Three-year results of the Friendly Schools whole-of-school intervention on children's bullying behaviour* in British Educational Research Journal, Volume 37, issue 1, 2011, pages105-129, Edith Cowan University, Child Health Promotion Centre, Perth, Australia. 2011

des établissements scolaires, ainsi que de favoriser le climat d'apprentissage ». Plus concrètement, le programme facilite l'implantation d'un personnel de la police (un policier ou un agent de concertation communautaire) qui est mis à la disposition d'une ou plusieurs écoles afin d'assurer des permanences et développer des partenariats à l'intérieur des établissements scolaires et dans la communauté environnante.

Le programme s'appuie sur la mise à disposition d'un personnel de la police afin d'assurer sa présence dans des écoles et ses abords, selon une approche de police de proximité (*local neighborhood policing*²⁸). L'agent de police va s'associer avec les acteurs de la communauté (ex. : école, parents, autorités locales, organisations communautaires, etc.) et mettre sur pied un partenariat destiné à dresser un portrait des besoins locaux et des interventions en matière de sécurité et de comportement à l'école (ex. : incivilités, absentéisme, intimidation, etc.). Les partenaires vont définir une série d'objectifs et établir une stratégie concertée, ainsi que les responsabilités de chacun. Cette méthode de travail est basée sur une approche focalisée qui cherche à « maximiser les ressources locales » sur le territoire. Par exemple, dans les écoles les plus en difficulté, le partenariat peut également inclure des membres des « *Youth Offending Teams* » (YOT)²⁹

La mise en place des partenariats s'appuie sur les étapes suivantes :

- Diagnostic local : « identification des besoins et mobilisation » des partenaires (écoles, police, parents, autorités locales, etc.).
- « Priorisation des objectifs et consolidation du partenariat »
- « Mise en œuvre » d'un plan d'action concerté.
- Suivi et évaluation des impacts et rajustement des priorités.

À l'école, le rôle des policiers consiste à s'intégrer à la communauté scolaire afin de tisser des liens de collaboration avec les jeunes, ainsi ils s'impliquent dans tous les aspects de la vie scolaire. De manière générale, ils assurent un rôle conseil et collaborent à élaborer des stratégies concernant la sécurité, en particulier vis-à-vis des jeunes vulnérables ou présentant des comportements considérés difficiles. Les policiers organisent également des réunions de concertation avec le personnel scolaire et avec des partenaires externes (ex. : organismes de santé et services sociaux, parents, commerçants, autres équipes de police de proximité, etc.).

Au quotidien, les policiers peuvent s'occuper d'un large éventail d'activités, par exemple : offrir des séances d'information et de sensibilisation concernant la sécurité et la prévention (ex. : sécurité personnelle, intimidation, consommation d'alcool et drogues, santé mentale, armes, etc.), intervenir

²⁸ Les services de Police de proximité sont fournis par des « équipes composées d'agents de police et d'agent de développement communautaires (*Police Community Support Officers*), en collaboration avec de policiers spécialisés, des autorités locales, des bénévoles et des partenaires ». Il y a 3600 « Équipes de police de quartier » à travers le Royaume-Uni. Pour des plus amples informations sur l'approche de police de proximité en Grande-Bretagne, consulter : <http://www.neighbourhoodpolicing.co.uk/> (consulté la dernière fois le 1^{er} Octobre 2012).

Voir définition dans http://www.neighbourhoodpolicing.co.uk/neighbourhood_policing.aspx

²⁹ Équipes intersectorielles, coordonnées par des autorités locales, destinées à prévenir la délinquance des jeunes et la récidive. Les YOT fournissent des conseils, mettent en place des services communautaires, aident à l'élaboration des plans de réparation aux victimes, et offrent de l'accompagnement afin de prévenir la récidive. Pour plus d'information : voir www.justice.gov.uk (consulté la dernière fois le 1^{er} Octobre 2012).

lors des incidents de violence, fournir de l'assistance aux victimes, coordonner des activités avec des partenaires externes (ex. : aux abords des écoles, en soutien aux jeunes vulnérables, etc.).

Le programme comprend également un guide pratique destiné à orienter les différents acteurs de la communauté (ex. : élèves, parents, enseignants, groupes communautaires, etc.) sur les étapes à suivre pour mettre en place des partenariats pour des écoles plus sûres (SSP). Ce guide offre aussi des modèles de types de partenariat en fonction des besoins locaux de chaque école. À date, plus de 450 partenariats ont été mis sur pied en Angleterre et au pays de Galles, assurant la présence de policiers dans des écoles ciblées. Ce programme demeure ouvert à toutes les écoles (primaires et secondaires) désirant s'y joindre, selon un modèle adaptable aux réalités locales.

Parmi les bénéfices du programme, on compte notamment :

- Des modèles positifs pour les élèves et du soutien pour les mineurs vulnérables.
- Un « environnement d'apprentissage plus paisible » et sécuritaire.
- Plus de « confiance du public envers la police » et de meilleures relations avec la communauté.
- Des « parents plus confiants » au sujet de la sécurité de leurs enfants.
- Une meilleure dynamique des partenaires communautaires au niveau local.

En 2005, le *Youth Justice Board* a commandé une évaluation nationale à des chercheurs de l'Université de York afin d'identifier et mesurer les impacts du programme dans les sites d'implantation. Parmi les bénéfices attribués à *Safer Schools Partnerships*, il y a une plus grande cohésion au sein des établissements scolaires, ainsi qu'un sens du civisme plus développé. Les informations disponibles pour cette étude ont permis de tirer certaines leçons, tant au niveau de la situation de la sécurité que des résultats scolaires :

- Le programme a atteint son objectif de réduire le taux d'absence non motivés (*truancy rate*).
- Le taux d'absentéisme a chuté considérablement dans les écoles où les SSP ont été implantés.
- Les écoles où le programme a été implanté, ainsi que le groupe contrôle, ont toutes deux observé des diminutions dans les taux d'exclusions scolaires.
- Les parents, les élèves et le personnel scolaire se sont progressivement habitués à la présence d'un policier à l'école.

De manière générale, le programme présente aussi un « rapport qualité/prix en considération des bénéfices qu'il fournit »³⁰ (ratio de bénéfice de 18:1).

³⁰ Bowles R., Reyes M.G., and Pradiptyo R., *Safer Schools Partnerships*, Youth Justice Board, London, 2005.

- **Escola segura (« Écoles plus sûres »), Portugal**
- www.psp.pt/Pages/programasespeciais/escolasegura.aspx?menu=4

Pour répondre aux problématiques d'incivilités, de comportements de violence, ainsi qu'à l'insécurité dans et aux abords des établissements scolaires, au début des années 2000, le Gouvernement du Portugal a lancé le *Programme Escola Segura*, une initiative conjointe des Ministères de l'Intérieur et de l'Éducation nationale.

Basé sur une approche de « police de proximité » (*Policiamiento de Proximidade*)³¹, le projet consiste à offrir une présence policière accrue à l'entrée des écoles, à sensibiliser la communauté scolaire sur des habitudes sécuritaires et à intervenir en cas de besoin. *Escola segura* a pour objectif général de « promouvoir une culture de sécurité et de saine cohabitation dans les écoles ». Le programme cherche également à identifier et recueillir de l'information sur des problématiques de sécurité dans les écoles. Ce programme fonctionne en articulation avec un autre programme de sécurité à l'école sous une approche de police communautaire (voir détails plus bas).



Le Programme est piloté par un Groupe coordonateur du Programme *Escola Segura* (GCPES) composé de représentants du Ministère de l'intérieur, du Ministère de l'éducation nationale, de la Police de sécurité publique (PSP) et de la Garde nationale républicaine (GNR). À titre de coordinateur générale, le GCPES est chargé notamment de l'«harmonisation du Programme à l'échelle nationale». De plus, le programme est soutenu par une Commission consultative du Programme *Escola Segura* (CCPES) réunissant des acteurs publics et de la société civile. La mise en œuvre quotidienne du programme est à charge de la Police de sécurité publique (PSP), forces de sécurité à caractère civil.

Le projet repose sur l'idée d'offrir une présence policière accrue à l'entrée d'écoles ciblées considérées prioritaires à travers le pays. Le projet comprend également le « réaménagement physique des écoles » (ex. : éclairage, clôtures, etc.) afin d'améliorer la sécurité. De plus, l'encadrement des élèves est soutenu par le « recrutement de personnel pédagogique spécialisé ». *Escola segura* vise à favoriser le développement d'initiatives et de partenariats locaux basés sur des valeurs de civisme.

Les policiers affectés au programme ont pour rôle « d'assurer la sécurité, la visibilité et la protection des personnes et des biens dans les zones scolaires ». Pour ce faire, les policiers évaluent la situation des risques aux abords des écoles (ex. : délinquance juvénile, criminalité, consommation d'alcool et de drogues, trafic de stupéfiants, etc.). À l'intérieur des établissements, les policiers offrent des séances de formation afin de « sensibiliser les élèves sur les comportements à risque, de promouvoir l'adoption de

³¹ Pour savoir plus sur le modèle de « Police de proximité » au Portugal, voir : <http://www.psp.pt/Pages/programasespeciais/pipp.aspx?menu=1>

mesures d'autoprotection », ainsi que d'encourager le signalement de crimes ou des événements suspects.

Escola Segura recueille systématiquement des données sur la victimisation dans les écoles où le programme est implanté³². En 2010/2011, près de 3500 établissements scolaires participaient au programme *Escola Segura*. Dans ce cadre, des activités de sensibilisation et de formation ont été offertes à plus d'un million d'élèves et à 137 000 enseignants. La même année, la PSP et les établissements scolaires ont signalé 3238 appels d'activités criminelles, dont la majorité se sont produits à l'intérieur des établissements. Ces signalements comprenaient de crimes tels que les vols, les menaces, la possession et l'utilisation d'armes, le vandalisme, le trafic de stupéfiants, etc. Les analyses ont également démontré qu'à l'intérieur des établissements scolaires, les crimes les plus fréquents sont le vol (22%) et les infractions contre les personnes (21%).

Enfin, à Lisbonne, le Programme *Escola Segura* fonctionne en articulation avec un autre programme de type police de proximité en direction de la communauté scolaire, à savoir le Programme *Recreio Seguro* (« Récréations plus sûres »). *Recreio Seguro* est un programme conjoint des Ministères de l'Intérieur, de l'Éducation nationale et de la Police métropolitaine de Lisbonne, en partenariat avec *Escola segura*, des écoles et des associations de parents. Lancée en 2002, ce programme vise à réduire la criminalité (ex. : trafic de stupéfiants), les vols et les actes de violence impliquant des étudiants (en tant que victime ou auteur) aux abords des écoles. Des unités de police communautaire effectuent des patrouillages autour des écoles considérées problématiques afin de protéger les communautés scolaires. Le programme réalise aussi des formations et des campagnes de sensibilisation auprès de la communauté scolaire (élèves, enseignants, parents).

La Division des investigations criminelles a suivi régulièrement les activités du projet répertoriant les résultats en termes de nombre de suspects recherchés et arrêtés, nombre de détenus, identité des victimes, quantité de drogue trouvée, objets et armes saisis. Entre 2005 et 2006, ainsi qu'entre 2006 et 2007, ils ont constaté une augmentation des taux de différents crimes, en raison d'une meilleure relation entre la police, les écoles et la communauté.

³² Données tirées du site du Programme Escola Segura : www.psp.pt/Pages/Programasespeciais/escolasegura.aspx?menu=4 (consulté le 1^{er} Octobre 2012).

Fiches-synthèse des pratiques de développement de compétences pour la vie

Titre du programme	Friendly Schools and Families Programme (« Programmes pour des écoles et des familles amies des enfants »)
Organisation	Université Edith Cowan
Ville /Pays	Divers (État d'Australie occidentale), Australie
Population ciblée	Enfants de 8 et 9 ans
Année de mise en œuvre	2000
Niveau de prévention	Primaire
Objectifs	Renforcer les capacités de la communauté scolaire (élèves, écoles, familles, etc.) pour l'instauration de milieux scolaires en santé
Fonctionnement	Le projet est développé à travers deux outils complémentaires : • Un guide pratique sous forme de trousse destiné aux étudiants et aux familles (selon le « Modèle pour des écoles en santé de l'OMS »). Il aborde des sujets tels que les normes et les pratiques, l'environnement social, l'environnement physique, le soutien de la famille et des pairs, etc. • Un Plan d'accompagnement et de mobilisation de familles.
Partenaires impliqués	<i>Steps Professional Development</i> (partenaire privé), <i>Edith Cowan University</i> (partenaire universitaire), écoles (partenaires scolaires).
Source de financement	<i>Steps Professional Development</i>
Résultats/Évaluation	Étude publiée en 2010 sur une base de données de 2000 enfants. Les étudiants ayant participé au programme sont moins susceptibles d'être victimes d'intimidation et ils sont plus portés à dénoncer lorsqu'ils en sont victimes.

Titre du programme	Safer Schools Partnerships (« Partenariats pour des écoles plus sûres »)
Organisation	<i>Home Office</i>
Ville / Pays	Grande-Bretagne (programme national), 450 sites à travers le pays
Population ciblée	Jeunes en milieu scolaire
Année de mise en œuvre	2002
Niveau de prévention	Au niveau local
Objectifs	Promouvoir la sécurité à l'école, réduire les incivilités et les actes de violence à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, ainsi que de favoriser le climat d'apprentissage
Fonctionnement	Le projet consiste à mettre sur pied des partenariats entre des écoles et la police , ainsi qu'avec les parents et les autorités locales. Un policier est affecté à une ou à des écoles afin de mettre en place des initiatives de prévention de la violence scolaire en partenariat avec d'autres acteurs locaux.
Partenaires impliqués	Au niveau national, les principaux partenaires sont : <i>Home Office, Department for Children, Schools and Families (DCSF), Youth Justice Board, Association of Chiefs of Police Officers, Youth Offending Teams</i>³³, postes de police, écoles partenaires. Plus de 450 partenariats ont été mis sur pied en Angleterre et au Pays-De-Galles, assurant la présence de policiers dans des écoles ciblées.
Source de financement	Le projet est financé par le Home Office
Résultats/Évaluation	Le projet a été évalué en 2005, au niveau national. Grâce au programme, il y a une plus grande cohésion au sein des établissements scolaires, ainsi qu'un sens du civisme plus développé. Le programme présente un rapport qualité/prix en considération des bénéfices qu'il fournit.

³³ Voir définition des *Youth Offending Teams* (YOT) à la page 13 de ce rapport.

Titre du programme	Escolas Seguras (« Écoles plus sûres »)
Organisation	Groupe de coordination du Programme « Écoles plus sûres »
Ville / Pays	Portugal (programme national)
Population ciblée	Jeunes à l'école (primaire et secondaire) et communauté scolaire en général
Année de mise en œuvre	2007
Niveau de prévention	Situationnel
Objectifs	Le projet a pour but de « promouvoir une culture de sécurité et de civisme au sein de la communauté scolaire ». Il a également le but de prévenir et intervenir afin de réduire les comportements à risque.
Fonctionnement	Le projet commence par l'identification d'écoles pouvant bénéficier du projet. Le projet consiste à offrir une présence policière accrue à l'entrée des écoles, ainsi qu'à apporter réaménagements physiques dans les écoles. Le projet consiste également à sensibiliser la communauté scolaire en vue de prévenir des comportements à risque et de promouvoir l'adoption de mesures d'autoprotection.
Partenaires impliqués	Groupe coordonateur du Programme Écoles plus sûres (GCPES) : Ministère de l'intérieur, Police de sécurité publique (PSP), Garde nationale républicaine (GNR), Ministère de l'éducation nationale. Comité Consultatif du Programme Écoles plus sûres (CCPES) : Ministère de la Présidence, Ministère de la Santé, Ministère de la Justice, Ministère du travail et de la solidarité sociale, Confédération nationale des Associations, Association nationale des municipalités.
Source de financement	Le projet est financé par le Gouvernement du Portugal
Résultats/Évaluation	En 2010-2011, il y a eu des activités de sensibilisation et formation à plus d'un million d'élèves et près de 137 000 enseignants dans près de 3500 établissements scolaires.

Titre du programme	Recreio Seguro (« Récréations plus sûres »)
Organisation	Police métropolitaine de Lisbonne – Division des enquêtes criminelles
Ville / Pays	Lisbonne, Portugal
Population ciblée	Jeunes étudiants à l'école primaire et secondaire
Année de mise en œuvre	2002
Niveau de prévention	Situationnel
Objectifs	Le projet a pour but de réduire la quantité de crimes (ex. : trafic de stupéfiants, vols, actes de violence, etc.) impliquant des étudiants, aussi bien en tant que victime qu'en tant qu'auteur
Fonctionnement	Le projet consiste à protéger les communautés et promouvoir des habitudes sécuritaires grâce au patrouillage des unités de police communautaire aux alentours des écoles considérées problématiques, ainsi que par le biais d'activités de sensibilisation auprès de la communauté scolaire.
Partenaires impliqués	Police métropolitaine de Lisbonne (ex. : Division des enquêtes criminelles. Unité des opérations, Commandements de Commissariats, Commandements de Division), Ministère de l'intérieur, Ministère de l'éducation nationale, Agents de police des projets « Écoles plus sûres », Enseignants et directeurs d'écoles, Associations de parents, etc.
Source de financement	Police métropolitaine de Lisbonne
Résultats/Évaluation	La Division des enquêtes criminelles a suivi constamment l'évolution des tendances de la criminalité. Suite à une augmentation générale des taux des différents crimes, en raison d'une plus grande confiance envers la police, le taux de crimes se sont stabilisés.

B. Interventions visant la cohabitation dans les espaces publics

La cohabitation dans les espaces publics est une source de préoccupation pour les autorités et les acteurs locaux, mais également pour les citoyens et pour les riverains des centres-villes, des parcs et d'autres espaces urbains. En effet, des incivilités et des comportements considérés dérangeants (ex. : manque de propreté, bruits, vandalisme, consommation de drogue, violences épisodiques, etc.) génèrent un sentiment d'insécurité chez les résidents et préoccupent les acteurs locaux. Cette insécurité entourant des espaces publics peut parfois être due à un « conflit d'usages » entre différents groupes (ex. : résidents, passants, jeunes, etc.). Lorsque des problématiques de cohabitation surviennent, des jeunes sont souvent signalés, à tort ou à raison, comme les auteurs de ces comportements dits « antisociaux » ou dérangeants.

Dans ces situations, les interventions visent à rétablir les règles de la vie sociale promouvant un climat de respect et de saine cohabitation entre les différents usagers. Ces interventions s'appuient souvent sur la mise en place de partenariats locaux autour des lieux ciblés : il s'agit de mobiliser les acteurs locaux afin de se réapproprier l'espace et renforcer les capacités de la communauté (CIPC, 2008). Ces démarches de partenariat et de concertation impliquent souvent les résidents, ainsi que les groupes considérés problématiques. Des travailleurs sociaux et d'autres professionnels, tels que des médiateurs peuvent également être déployés sur le terrain afin de développer des liens avec les jeunes qui utilisent ces espaces.

Nous présentons ici trois expériences visant l'amélioration de la cohabitation dans les espaces publics. Premièrement, le Projet *Mutley and Greenbank Anti-social Behaviour* (Grande-Bretagne) vise à réduire les incivilités grâce à un processus de consultation de citoyens et à la mobilisation de partenaires stratégiques au niveau local. Ensuite, le projet *Jores* (Belgique) favorise la création d'environnements sécuritaires en incitant les jeunes et leurs parents au respect sur la voie publique. Enfin, le projet *Go Willi!* (Allemagne) mobilise un comité de partenaires locaux afin d'améliorer la sécurité dans les espaces publics.

- **Mutley and Greenbank Anti-social behaviour project (« Projet contre les incivilités au quartier Mutley /Greenbank »), Plymouth, Grande-Bretagne**
- www.plymouth.gov.uk/lspmutleygreenbank

D'après les données de la police, Mutley / Greenbank est un des quartiers qui présente le plus grand nombre d'incivilités à Plymouth (classé 3^e sur 43). Des recherches ont mis en évidence que les résidents du quartier étaient préoccupés par les comportements des jeunes dans les espaces publics, en même temps qu'ils étaient insatisfaits de la manière dont les autorités publiques s'occupaient des problématiques liées aux incivilités (ex. : bruits, désordres, déchets sur la voie publique, consommation d'alcool dans les parcs, etc.). Les auteurs de ces incivilités sont dans la plupart des jeunes, et en particulier des étudiants universitaires fréquentant les lieux publics.



Le projet contre les incivilités à Mutley / Greenbank vise à « favoriser la compréhension des problématiques vécues par les résidents du quartier Mutley / Greenbank et mobiliser des partenaires locaux afin de répondre à ces problématiques ». Pour ce faire, la Ville de Plymouth a mis sur pied un Comité local de partenaires composé également par le Conseil municipal de Cornwall, la Police de Devon et Cornwall, l'Université de Cornwall, l'Association d'étudiants de l'Université.

Ce comité a décidé de consulter les résidents sur les besoins spécifiques du secteur en termes d'incivilités dans une perspective de transformation sociale (*customer-led transformation programme*). Ce processus de consultation auprès des résidents, mené en octobre 2010 a permis d'identifier quatre problématiques principales : le bruit, les désordres, les déchets sur la voie publique et la consommation d'alcool dans les parcs. Les résultats de ces recherches ont été cartographiés et diffusés auprès du public de manière accessible et explicative (ex. : à l'Université, dans une église du quartier, etc.). Sur la base de ces résultats et des principaux enjeux identifiés par les résidents, le comité local a développé un plan d'action incluant une série d'interventions prioritaires, et notamment :

- l'organisation de « soirées pour l'action » (*nights of action*), une série d'événement sous forme de tournée nocturne du quartier, destinées à rencontrer le public et à le sensibiliser au sujet du civisme et de la propreté.
- un contrôle plus ciblé des établissements de vente d'alcool dans des secteurs identifiés par les résidents.
- l'organisation de « corvées de nettoyage avec les résidents, ainsi que l'installation de nouvelles poubelles publiques, plus grandes et plus visibles ».
- la sensibilisation de la population étudiante, par le biais d'événements organisés avec l'Association des étudiants, ainsi que par l'utilisation de médias sociaux, afin d'encourager leur responsabilisation.
- la mise en place d'un règlement municipal prohibant la consommation d'alcool dans les parcs.

En Mars 2011, un sondage de suivi a été distribué afin d'évaluer les impacts potentiels des interventions menées quelques mois auparavant. Selon celui-ci, la recherche initiale a permis de mieux comprendre les causes profondes des comportements antisociaux de la part des jeunes. De plus, tous les participants du projet ont qualifié l'opération comme une réussite et les résidents ont « renforcé leurs capacités d'influencer les prises de décision des autorités ». Les intervenants ont constaté une diminution de la consommation d'alcool dans les parcs, ainsi qu'une plus grande sensibilité de la part de la population étudiante.

Ce projet financé par la Ville de Plymouth a coûté près de 150 000 dollars canadiens (100 000 livres sterling).

Projet 2

•JORES – Jongeren en Ouders voor Respect op straat (« Le respect dans la rue : les jeunes et les parents s'y engagent ») Renaix, Belgique

- www.ronse.be
- <https://besafe.ibz.be/FR/Politie/belgische-prijs-prix-belge/Documents/Projets%20website%20Prix%20belge%202012.pdf>

Comme dans la plupart des villes, les comportements des jeunes dans les espaces publics peuvent constituer une source d'insécurité pour les résidents. À Renaix (*Ronse*, en flamand), une ville de 25 000 habitants en Belgique, les bruits et les incivilités dans les espaces publics, les comportements agressifs entre jeunes ou envers les passants sont souvent perçus comme des nuisances affectant le sentiment de sécurité des résidents. Ces comportements dérangeants sont souvent le signe de problématiques et d'un malaise plus profond ; en effet, les intervenants sociaux remarquent que les incivilités et les comportements problématiques dans les espaces publics sont l'expression de difficultés personnelles, scolaires, relationnelles ou familiales. Dans cette perspective, le projet JORES s'attaque aux incivilités selon une approche plus vaste et intégrale, en intervenant non seulement auprès des jeunes mais également auprès de leurs familles.



Le projet JORES vise à « créer des environnements sécuritaires en incitant les jeunes et leurs parents au respect sur la voie publique ». Le projet s'adresse aux jeunes de 25 ans et moins. Le projet est composé de deux dispositifs avec des missions spécifiques mais complémentaires, à savoir une équipe de « coaches de jeunes » et une équipe de gestion de cas (« *Case team* »).

Les « coaches de jeunes » est une équipe de bénévoles qui agissent comme des travailleurs de rue afin d'établir un contact avec les jeunes dans les espaces publics. Ils développent un lien de confiance avec les jeunes et les sensibilisent au sujet des incivilités dans les espaces publics. Dans certains cas, les coaches peuvent rendre visite aux parents de ces jeunes afin de mieux comprendre la situation familiale et les signaler éventuellement à l'équipe de gestion de cas.

L'équipe de gestion de cas est un comité composé de principaux services sociaux et communautaires (ex. : en matière de logement, aide financière, soutien scolaire, accès à l'emploi, loisirs, etc.) chargé d'analyser les différents signalements faits par les « coaches ». L'équipe de gestion de cas évalue les différentes possibilités d'aide à ces familles et les orientent vers les ressources pertinentes.

En 2012, le projet JORES a été reconnu avec le prix belge de la sécurité et la prévention de la criminalité, décerné chaque année par le Service Public Fédéral Intérieur (Ministère de l'intérieur).

Projet 3

- **Go Willi! (« Allez, Willi! »), Göttingen, Allemagne**
- <http://www.jugendhilfe-goettingen.de>

Les espaces publics du centre-ville de Göttingen sont un espace de rencontre pour les jeunes. Depuis la Coupe du monde de soccer en 2006, le parc Wilhelmplatz a été de plus en plus fréquenté par des jeunes, au point c'est devenu un endroit problématique en raison des incivilités qui s'y produisaient. Cette année-là, on a observé une augmentation de 50% du nombre de plaintes des résidents en raison de comportements agressifs et d'affrontements verbaux entre groupes rivaux, consommation d'alcool, etc. Les comportements des jeunes donnent souvent lieu à des incivilités, à des agressions verbales et des menaces envers les passants, ainsi qu'à des situations de violence et de vandalisme qui nécessitent souvent l'intervention de la police.

Les intervenants ont remarqué qu'il était nécessaire de réunir les efforts de différents partenaires, car l'action isolée de la police, ou d'autres institutions, n'était pas suffisante pour régler ces problématiques. Pour faire face à cette situation, en 2007 la Ville de Göttingen a décidé de mettre sur pied un comité intersectoriel de partenaires chargé d'élaborer une stratégie d'action concertée entre les organismes. Le « réseau » est composé par des acteurs tels que la Ville, la Police, le Conseil de prévention de Göttingen, les Services de Protection de la Jeunesse, les Chambres Jeunesse, le Service-conseil sur les drogues, ainsi que des procureurs et des travailleurs sociaux. Le réseau est piloté par les Services de protection de la jeunesse (*Jugendhilfe*) et l'ensemble du projet est évalué par le cabinet de consultants indépendants *Zoom e.V.*

Le projet *Go Willi!* a pour objectif de « réduire la violence et les incivilités au centre-ville de Göttingen, en donnant accès à des espaces paisibles et sécuritaires et favorisant la saine cohabitation entre les usagers, en particulier les jeunes ». Le projet se concentre en particulier aux abords du Parc *Wilhelmplatz*.

Le projet est mis en œuvre en deux étapes successives. La première étape consiste à mettre en place les bases pour une collaboration effective entre les partenaires. Lors de cette phase, on réalise notamment les activités suivantes :

- « Mise sur pied d'un réseau » de partenaires (le « réseau »).
- Une « analyse de la situation de la sécurité » au Parc *Wilhelmplatz* selon le point de vue des différents partenaires du réseau, incluant : analyse des statistiques policières, observations participantes sur le terrain, comptes rendus et témoignages des résidents et des commerçants, entrevues et focus-groups auprès des jeunes, etc.
- La mise en place de mécanismes et d'une plateforme d'échange d'informations entre les partenaires (organisation de rencontres de coordination *Innenstadtjugendkonferenz* à chaque mois).
- Une définition des besoins d'intervention.
- La recherche de financement pour la mise en œuvre du projet.

À partir de cette première étape de planification, la deuxième phase consiste à mettre en place des mesures, dont chacune est sous la responsabilité de différents partenaires du réseau. Ces mesures forment trois composantes :

- La « présence et intervention policières en fonction des besoins sur le terrain ».
- Le « contrôle, par le biais du renforcement de lois de protection de la jeunesse et la coopération entre la ville et les services sociaux pour la jeunesse ».
- Une série « d'interventions psychopédagogiques » par des travailleurs de rue.

Les principaux bénéficiaires sont les jeunes problématiques considérés comme « meneurs » ou « fauteurs de trouble », ainsi que les jeunes contrevenants connus des services policiers. Le projet fonctionne en grande partie grâce aux orientations et aux informations obtenues sur le terrain par des travailleurs de rue et des services de protection de la jeunesse.

Le projet a permis de constituer un réseau intersectoriel de partenaires dont le travail se maintient dans la durée. De la même manière, la participation régulière aux « *Innenstadtjugendkonferenz* » a démontré l'engagement de partenaires pour développer ce projet de manière concertée. Le financement (Ville de Göttingen) a également été reconduit pour une nouvelle phase du projet qui a été intégré au Service de prévention de la criminalité de la Ville de Göttingen. Le projet a été évalué en janvier 2010 par la firme *Zoom e.V.*³⁴. Cette évaluation souligne que le projet a notamment permis la constitution du réseau, la mise en place du « *Innenstadtjugendkonferenz* » en tant que plateforme d'échange régulier entre les partenaires.

³⁴ Disponible (en allemand) sur : http://www.jugendhilfe-goettingen.de/images/down/evaluationsbericht_gowilli.pdf (consulté la dernière fois le 1^{er} Octobre 2012).

Fiches-synthèse des pratiques visant la cohabitation dans les espaces publics

Titre du programme	Mutley and Greenbank Anti-social behaviour project (« Projet contre les incivilités dans le quartier de Mutley et Greenbank »)
Organisation	Ville de Plymouth
Ville / Pays	Plymouth, Grande-Bretagne
Population ciblée	Jeunes et étudiants dans les espaces publics
Année de mise en œuvre	2010
Niveau de prévention	Au niveau local / situationnelle
Objectifs	« Favoriser la compréhension des problématiques d'incivilités vécues par les résidents du quartier de Mutley Green et mobiliser des partenaires locaux afin de répondre à ces problématiques »
Fonctionnement	Le projet a été développé en deux étapes principales : • Consultation aux résidents sur les principales problématiques liées aux incivilités • Mise en œuvre de mesures et interventions prioritaires
Partenaires impliqués	Ville, Police, Université et Association des étudiants universitaires
Source de financement	100 000 livres Sterling, Ville de Plymouth
Résultats/Évaluation	Il y a eu une évaluation suite à l'intervention. Les participants du projet ont qualifié l'intervention comme une réussite et les résidents ont « renforcé leurs capacités d'influencer les prises de décision »

Titre du programme	JORES – Jongeren en Ouders voor Respect op straat (« Le respect dans la rue : les jeunes et leurs parents s’y engagent »)
Organisation	Ville de Renaix
Ville / Pays	Renaix, Belgique
Population ciblée	Jeunes de moins de 25 ans auteurs d’incivilités
Année de mise en œuvre	2010
Niveau de prévention	Secondaire
Objectifs	Le projet vise à « créer des environnements sécuritaires en incitant les jeunes et leurs parents au respect sur la vie publique »
Fonctionnement	Le projet est composé grâce à deux équipes de travail : • « Coaches de jeunes » : travailleurs de rue qui nouent des contacts avec des jeunes et les sensibilisent au sujet des incivilités • « Case Team » (« équipe de gestion des cas »): examine les signalements afin d’évaluer les possibilités d’aide ou de référence aux familles
Partenaires impliqués	Un groupe de huit services sociaux et communautaires
Source de financement	Le projet est financé par la Ville de Renaix
Résultats/Évaluation	Le projet a été reconnu par le Prix Belge de la sécurité et de la prévention 2012

Titre du programme	Go Willi ! (« Allez Willi ! »)
Organisation	Ville de Göttingen
Ville / Pays	Göttingen, Allemagne
Population ciblée	Jeunes dans les espaces publics
Année de mise en œuvre	2006
Niveau de prévention	Au niveau local
Objectifs	Réduire la violence au centre-ville de Göttingen, en donnant accès à des espaces publics paisibles et sécuritaires, favorisant la saine cohabitation entre les usagers, en particulier les jeunes
Fonctionnement	Le projet a été développé en deux phases successives : La première comprenait la mise en place du partenariat et incluait : une analyse de la situation, la mise sur pied du réseau, la mise en place de mécanismes d'échange d'information, la définition des besoins et la recherche de financement. La deuxième phase comprenait la mise en œuvre de mesures telles que : la présence et l'intervention policière ; le contrôle par le biais d'un renforcement de lois de protection de la jeunesse ; série d'intervention pédagogiques de la part de travailleurs de rue.
Partenaires impliqués	Le « Réseau » composé de la Ville de Göttingen, le Conseil de Prévention, la Police, des travailleurs sociaux, les Centre Jeunesse, les Procureurs de la Couronne, Courts pour mineurs, etc.
Source de financement	Ville de Göttingen
Résultats/Évaluation	Évaluation réalisée en 2010 par Zoom e.V. Le projet a notamment permis la constitution du réseau, la mise en place du « <i>Innenstadjugendkonferenz</i> » en tant que plateforme d'échange régulier entre les partenaires, ainsi que la reconduction du financement.

CONCLUSION

Le présent rapport recueille une série de pratiques relatives à la prévention de la violence et la criminalité chez les jeunes dans des pays occidentaux. Suite à une vaste recherche documentaire, nous avons identifié et analysé un grand nombre de pratiques pour retenir une douzaine d'expériences qui sont présentées dans ce recueil. Ces initiatives proviennent de l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Brésil, la Grande-Bretagne et le Portugal. Les projets identifiés s'adressent à différents types de publics jeunes, généralement ceux considérés à risque ou issus de milieux défavorisés. La plupart de ces programmes s'adressent à de jeunes à l'âge de l'adolescence (12-18 ans), d'autres programmes s'adressent plus largement à des jeunes adultes (18-29 ans), voire à des jeunes enfants (6-12 ans) - c'est notamment le cas de projets d'intervention précoce ou ceux contre l'intimidation à l'école.

Nous avons organisé ce recueil selon deux approches principales, à savoir, des interventions ciblant prioritairement des groupes spécifiques (*Approches individualisées*) et des interventions ciblant un milieu de vie particulier (*Approches territorialisées*). Ainsi, le rapport présente et met en valeur des pratiques axées sur le développement des compétences pour la vie, sur l'intégration de jeunes à risque issus de milieux défavorisés, ainsi que des expériences de sécurité à l'école et de cohabitation dans les espaces publics. La plupart de ces expériences sont des initiatives de prévention secondaire, c'est-à-dire ciblant des groupes à risque, dans certains cas selon des approches très scientifiques (ex. : Projet *Pathways to Prevention*). Pour sa part, les projets ciblant les milieux de vie ont tendance à privilégier des approches de mobilisation communautaire, voire des mesures de prévention situationnelle.

Ces pratiques présentent une certaine diversité, mais également des nombreux éléments en commun. Comme nous avons constaté, certaines expériences correspondent à des programmes nationaux. La mise en œuvre de ces programmes gouvernementaux sont généralement à charge d'un ministère spécifique (ex. : Intérieur, Justice, etc.) mais ils peuvent aussi mobiliser certaines agences gouvernementales de manière intersectorielle, notamment les secteurs de la sécurité publique, la justice juvénile, la santé et les services sociaux, l'éducation, l'emploi, l'inclusion sociale, etc. Nous avons aussi constaté la présence de programmes gouvernementaux dont la mise en œuvre a été confiée à des organismes de la société civile (ex. : des organismes à but non lucratif) pour la mise en place de programmes à l'échelle nationale, dans des régions du pays ou encore au niveau local ; c'est notamment le cas des programmes nationaux provenant de Grande-Bretagne (ex. : Projet *Unity* et *Positive Futures*). Au niveau local, nous avons des projets pilotés par les villes – comme pour le cas des projets de cohabitation dans les espaces publics – des organismes communautaires, voire des projets pilotés directement par la police sous une approche de police communautaire.

Que ce soit pour les programmes gouvernementaux à caractère national que pour les initiatives communautaires, les projets visent généralement des sites, des secteurs et des quartiers considérés à risque en raison de la présence d'indicateurs ou des conditions sociodémographiques défavorables pour le développement des jeunes, accompagnés de niveaux de criminalité ou d'insécurité élevés. Les programmes visant la sécurité à l'école s'encadrent visiblement dans la même logique, c'est-à-dire les écoles qui participent aux programmes se situent généralement dans des environnements considérés

vulnérables aux problématiques de violence et de sécurité. Enfin, les initiatives dans les espaces publics ne visent pas nécessairement des quartiers défavorisés, mais plutôt des lieux publics fréquentés par différentes populations (ex. : centre ville, parcs), notamment des jeunes, qui présentent des comportements perçus comme problématiques et/ou qui suscitent un sentiment d'insécurité.

En termes de mobilisation de partenaires, les projets identifiés présentent une diversité de parties prenantes, incluant des acteurs publics, privés, des organismes de la société civile (ex. : OBNL) et des universités, tant à l'échelle nationale que locale. Au niveau national, les programmes sont mis à l'œuvre grâce à des partenariats mobilisant les gouvernements et des institutions sectorielles avec compétence sur les questions relatives à la prévention de la violence et la criminalité (ex. : sécurité, justice, éducation, emploi, santé et services sociaux, etc.), ainsi que d'autres instances stratégiques à l'échelle nationale (ex. : regroupement national d'associations, associations de chefs de police, etc.). Nous avons également évoqué l'articulation entre des gouvernements et des organismes de la société civile pour la mise en œuvre de programmes sur le terrain. Au niveau local, les projets identifiés sont généralement mis en œuvre grâce à la concertation de partenaires intersectoriels incluant les villes, la police, les écoles, les associations sportives et autres organismes communautaires ayant des capacités à rejoindre les jeunes. La concertation locale et la mobilisation de partenaires est généralement coordonnée par les villes (ex. : projets de cohabitation dans les espaces publics) ou par la police (ex. : *Projet Safer School Partnerships*). Certaines initiatives impliquent également les jeunes dans des instances de concertation ou permettent aux jeunes bénéficiaires du programme de se joindre à l'équipe du Projet (ex. : *Fear and Fashion*).

En termes de financement, les projets identifiés présentent différents types de partenaires financiers. Bien que la plupart de projets sont financés grâce à la mobilisation de ressources publiques (ex. : gouvernement national, régional, ville, voire Union Européenne), il y a également de nombreux projets qui comptent avec le soutien de bailleurs de fonds privés (ex. : fondations, entreprises ou organismes hybrides). Par exemple, le projet *Unity* à Nottingham reçoit du financement du gouvernement, d'un organisme à but non lucratif (OBNL) et d'une entreprise parapublic (Compté/Ville). En termes de financement privé, nous avons également identifié des consortiums de fondations ou des entreprises privées qui soutiennent de projets communautaires (*Projet Fear and Fashion*) ou de recherche sociale appliquée (*Projets Pathways to Prevention* et *Friendly Schools and Families*). Enfin, le projet *Fight for Peace* constitue un cas particulier, dans le sens où il est financé grâce à la participation de fondations, de sponsors (entreprises) et du Gouvernement (au Brésil), ainsi que par une branche commerciale du Projet FFP (*Luta*) qui contribue à recueillir de fonds pour le projet.

Les pratiques présentées dans ce recueil ont généralement été reconnues, documentées ou évaluées par des organismes indépendants (ex. : universités ou cabinets de consultants). Nous avons retenu ce critère comme étant le signe d'une certaine rigueur. Lorsque des pratiques ont été évaluées, nous avons pu en savoir plus sur l'effectivité ou l'efficacité de leurs actions. Nous avons constaté que dans certains cas les projets font systématiquement l'objet d'une évaluation, c'est notamment le cas des pratiques provenant du Royaume-Uni. Encore, ces évaluations rendent compte souvent de la réalisation des actions et de l'atteinte de cibles prédéfinies, plutôt que de l'impact réel des actions du programme.

Dans l'ensemble, au-delà de la diversité, à travers les différentes expériences présentées, nous avons identifié des faits saillants concernant la mise en œuvre de ces pratiques, notamment : le déploiement de stratégies intersectorielles ; l'analyse des connaissances quant aux facteurs de risque et de protection, ainsi que sur les besoins des milieux d'intervention ; la concertation locale de partenaires ; la création d'espaces de participation et d'intégration pour les jeunes ; le renforcement de la prévention par des actions socio-éducatives et de développement professionnel ; l'évaluation des actions, etc. Ce recueil offre un panorama exploratoire concernant la prévention de la violence et la criminalité chez les jeunes, dans ce sens il ne prétend pas être exhaustif. Nous espérons que ce recueil de pratiques offre un portrait valide quant à certaines approches et tendances de la prévention de la violence et la criminalité chez les jeunes sur la scène occidentale.

BIBLIOGRAPHIE

Bhabra, S., Hill, E., Ghate, D., *National evaluation of the Safer School Partnership programme*, Policy Research Bureau, Youth Justice Board for England and Wales, 2004. Disponible sur (consulté le 1^{er} Août 2012) : <http://www.yjb.gov.uk/publications/Resources/Downloads/Safer%20School%20Partnerships%20Evaluation.pdf>

Buffat, J.P., Lunecke, A., Marcus M., Vanderschueren, F., *Políticas de seguridad ciudadana en Europa y América latina*, Ministerio del Interior de Chile y Banco Interamericano de Desarrollo (BID), 2004.

Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), *Rapport comparatif sur les modes d'intervention auprès des jeunes à risque d'adhérer à un gang de rue. Pratiques de la Belgique, du Canada et de la France*, CIPC, 2011.

Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), *Rapport international sur la prévention de la criminalité : tendances et perspectives*, CIPC, 2010.

Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), *Rapport international sur la prévention de la criminalité : tendances et perspectives*, CIPC, 2008.

Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), *Recueil international de pratiques en prévention de la criminalité : pour encourager l'action à travers le monde*, CIPC, 2008.

Centro internacional para la prevencion de la criminalidad (CIPC), *Estrategias y mejores practicas en prevencion del delito con relacion a areas urbanas y juventud en riesgo. Actas del Taller realizado en el 11o Congreso de las Naciones Unidas sobre Prevencion del Delito y Justicia Penal*, CIPC, 2007.

Clear Plan, *The Fear and Fashion Evaluation : A Summary Report*, Glasgow, 2010. Disponible sur (consulté le 1^{er} Aout 2012) : <http://www.docstoc.com/docs/72007060/The-Fear-and-Fashion-evaluation>

Forum Belge de sécurité urbaine (FBSU), *Prix belge de la sécurité et prévention*, FBSU, 2012. Disponible sur (consulté le 1^{er} Aout 2012) : http://www.urbansecurity.be/IMG/pdf/Brochure_Prix_belge_2012_-_A_CLASSER.pdf

Home Office, Department for children, schools and families, Youth Justice Board, Association of Chiefs Police Officers, *Safer School Partnership Guidance*, Home Office, London, 2009.

Hamel R., Freiberg, K., Lamb, C., Leech, M., Carr, Hampshire, A., Hay, I., Elias, G., Manning, M., Teague, R. & Batchelor, S., *The Pathways to Prevention Project: The First Five Years, 1999-2004*, Mission Australia and the Key Centre for Ethics, Law, Justice & Governance, Griffith University, 2006. Disponible sur (consulté le 1^{er} Août 2012) : http://www.griffith.edu.au/_data/assets/pdf_file/0018/235323/pathways-final.pdf

International Centre for the Prevention of Crime (ICPC), *Youth Resource Guide : participate in Safer cities!*, UN-Habitat, 2010.

Kinsella, B. *Tackling knife crime together – a review of local anti-knife crime projects*, Home Office, 2010.

Organisation mondiale de la santé (OMS), *Rapport mondial sur la violence*, OMS, Genève, 2002.

Pagels, N., *Go Willi : Streetwork als Präventionsarbeit zur Vermeidung von Gewalt auf öffentlichen Plätzen. Bericht der wissenschaftlichen Begleitung*. Zoom e.V., Gottingen, 2010. Rapport d'évaluation Go Willi (en allemand). Disponible sur (consulté le 1^{er} Août 2012) : http://www.jugendhilfe-goettingen.de/images/down/evaluationsbericht_gowilli.pdf

Plymouth City Council, *Mutley and Greenbank Anti-social behaviour project consultation*, Plymouth City Council, 2011. Disponible sur (consulté le 1^{er} Août 2012) : http://www.plymouth.gov.uk/mutley_and_greenbank_asb_survey_results.pdf

Plymouth City Council, *Mutley and Greenbank Anti-social behaviour project – Customer Led Transformation Cases Study*, 2011. Disponible sur (consulté le 1^{er} Août 2012) : <http://www.homeoffice.gov.uk/publications/effective-practice/crime-effective-practice/antisocial-behaviour/Mutley-Greenbank-Plymouth-2011?view=Binary>

Sampson, A., *The Fight for Peace Academy UK : an independent assessment. Report for FFP Academy*, Centre for Institutional Studies, University of East London, 2009. Disponible sur (consulté le 1^{er} Août 2012) : http://www.fightforpeace.net/wp-content/uploads/2012/06/UEL_evaluation_Oct_09.pdf

Sherbert Research, *Customer Voice Research Safer school Partnership*, Department for Children, Schools and Families, 2009. Disponible sur (consulté le 1^{er} Août 2012) : <http://www.preventviolence.info/showResourcespdf.aspx?id=0a563e71-2024-434f-80a0-2e3dae8e1859>

Sites internet :

Anti-social behaviour project :

<http://www.homeoffice.gov.uk/publications/effective-practice/crime-effective-practice/antisocial-behaviour/Mutley-Greenbank-Plymouth-2011>

Fear and Fashion :

<http://www.lemosandcrane.co.uk/fearandfashion/login.php?>

Fight for Peace :

<http://www.fightforpeace.net>

Positive Futures :

www.posfutures.org.uk

<http://www.homeoffice.gov.uk/crime/reducing-reoffending/positive-futures/>

Programa Escolhas :

<http://www.programaescolhas.pt>

Safer Schools and Families :

<http://www.chprc.ecu.edu.au>

Safer Schools Partnerships :

<http://www.justice.gov.uk/youth-justice/prevention/safer-school-partnerships>